

II. le continent africain face au développement et à la mondialisation

Problématique intermédiaire :

Comment le continent africain s'intègre-t-il à l'espace mondial ? Cette intégration ouvre-t-elle de nouvelles perspectives de développement ?

Consignes :

2eme temps :

- Compléter le tableau de synthèse (arguments de Sylvie Brunel) à l'aide des informations prélevées dans les documents ci-dessous :

NB : il ne s'agit pas d'analyser chaque document ! Mais d'en prélever l'idée principale.

<p>Un continent à l'écart du développement et du monde ?</p> <p>+ docs des diapos 9 à 24</p> <p>GROUPE A</p>	
<p>De nouvelles perspectives pour l'Afrique.</p> <p>+ docs des diapos 26 à 40</p> <p>GROUPE B</p>	
<p>Mais de nombreux défis à relever notamment dans une perspective de développement durable.</p> <p>+ docs des diapos 41 à 70</p> <p>GROUPE C</p>	

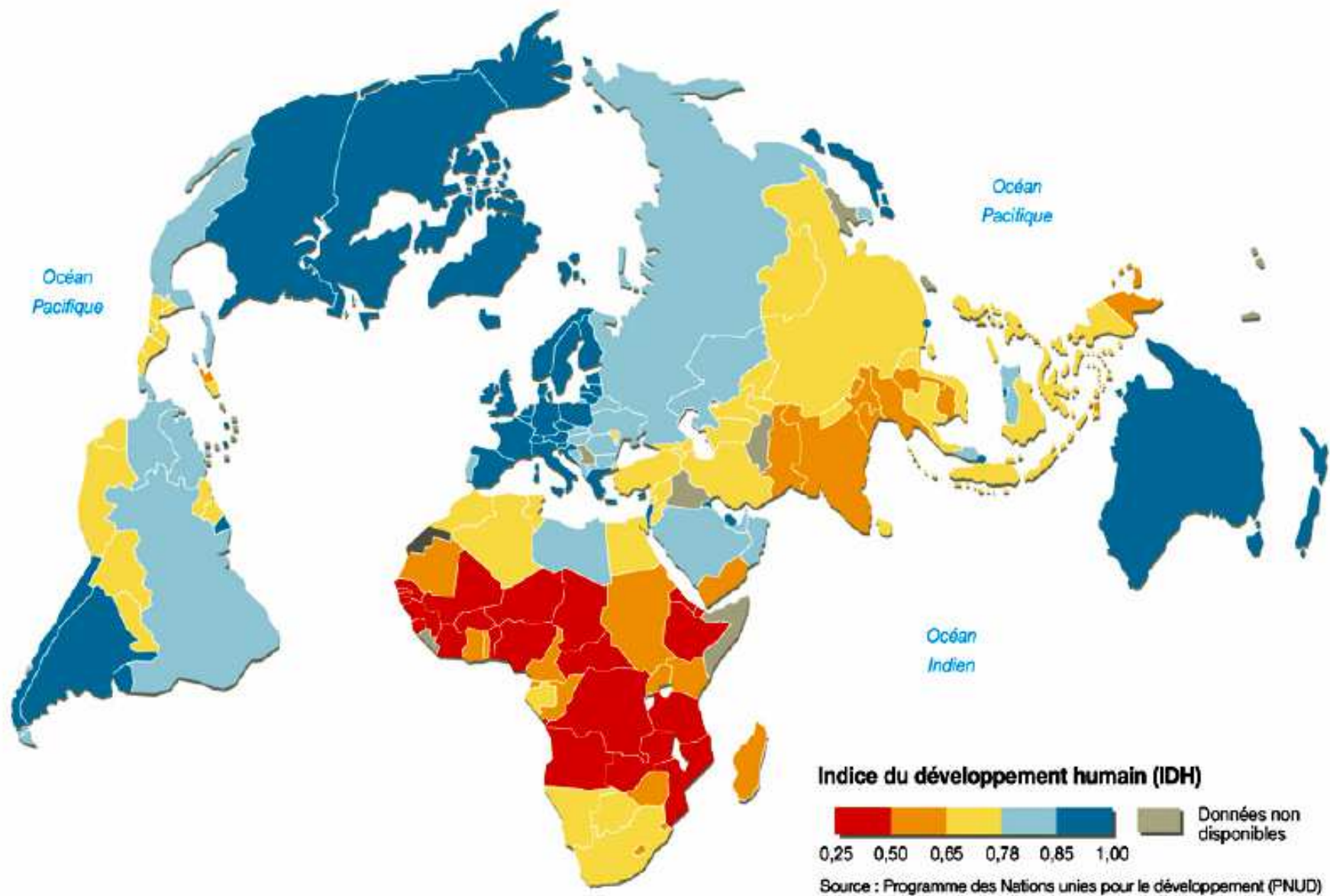
1. Un continent à l'écart du développement et du monde ?

GROUPE A

Rapport 2008 - Tableau de classement annuel des continents et des pays du monde:

Rang	Continent	IDH
9	Afrique Sub-Saharienne	0.493
8	Pays les Moins Avancés	0.488
7	Asie du Sud	0.611
6	Pays en Voie de Développement	0.691
5	Pays Arabes	0.699
4	Asie de l'Est et Océanie	0.771
3	Amérique Latine et Caraïbes	0.803
2	Europe Centrale, Europe de l'Est et CEI	0.808
1	Pays de l'OCDE	0.916
N/A	Monde (indice moyen des indices)	0.743

Source : wikipedia














Source : wikipedia

- **Pays les moins développés :**

D'après ce même rapport, 46 pays ont un IDH considéré comme *faible* (c'est-à-dire inférieur à 0,52), dont 36 sont situés en Afrique sub-saharienne, auxquels s'ajoutent l'Afghanistan, Haïti, le Népal, le Yémen, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, la Birmanie (ou Myanmar), le Timor oriental, le Bangladesh, le Pakistan et les Iles Salomon.

Parmi ces derniers, 11 ont un IDH inférieur à 0,35 (tous situés en Afrique sub-saharienne) :

Rang ↕	Pays ↕	IDH 2011 ↕	IDH 2011 ajusté aux inégalités ↕
187	 République démocratique du Congo	0,286	0,172
186	 Niger	0,295	0,195
185	 Burundi	0,316	...
184	 Mozambique	0,322	0,229
183	 Tchad	0,328	0,196
182	 Liberia	0,329	0,213
181	 Burkina Faso	0,331	0,215
180	 Sierra Leone	0,336	0,196
179	 République centrafricaine	0,343	0,204
178	 Guinée	0,344	0,211
177	 Érythrée	0,349	...

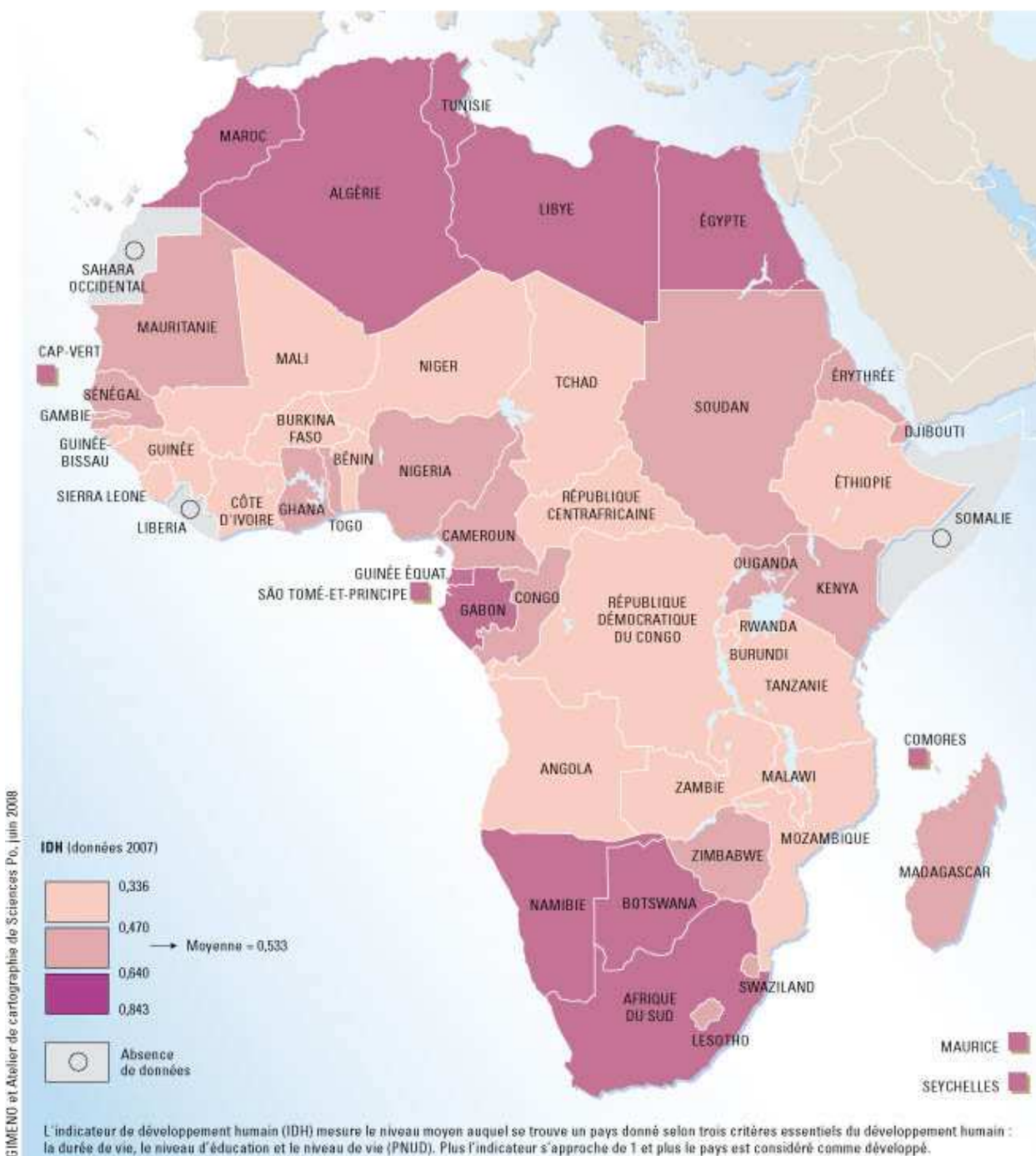
Source : wikipedia



Localisation des PMA dans le monde

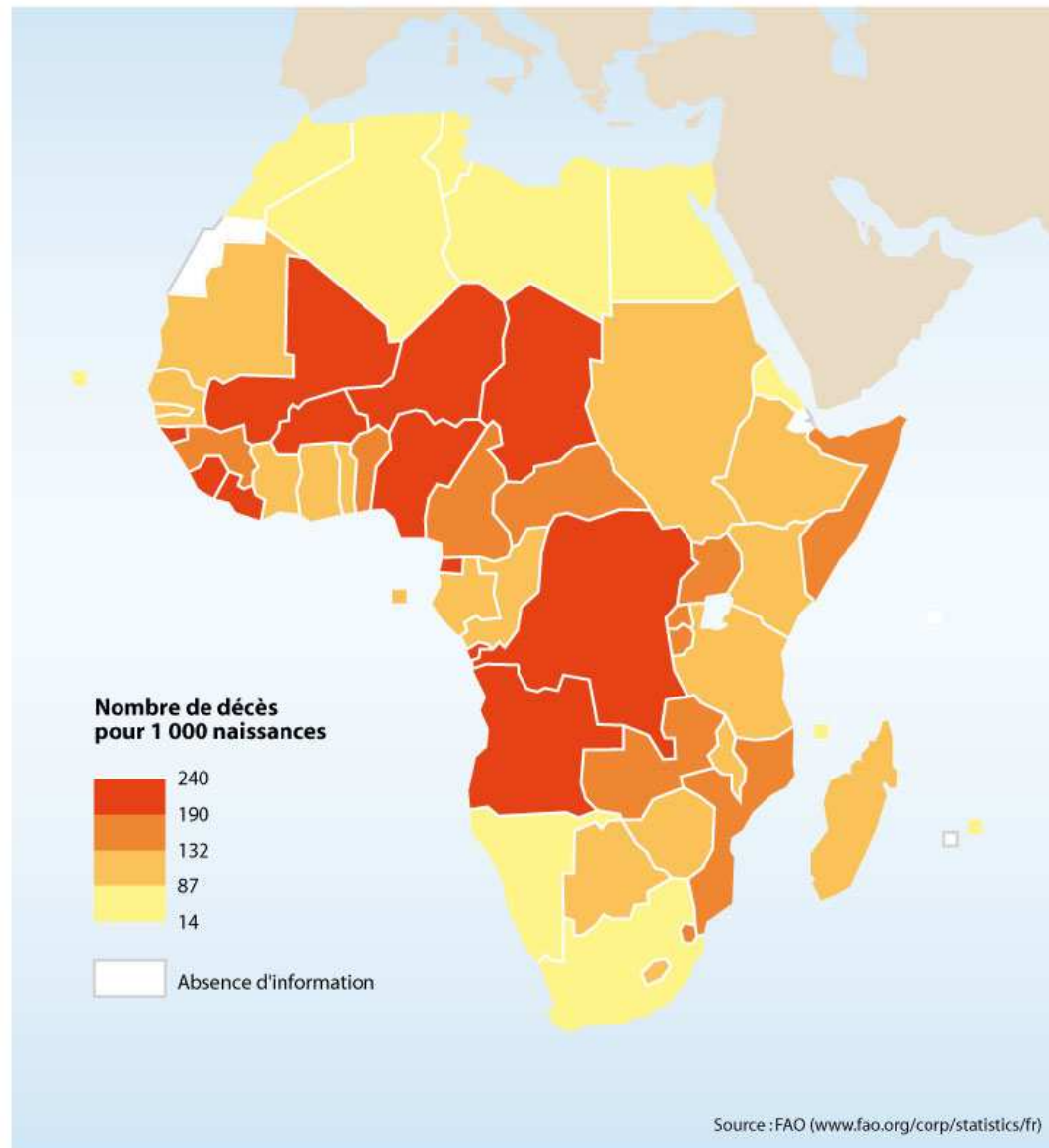
Source : pedagogie.ac-nantes.fr

Indicateur de développement humain

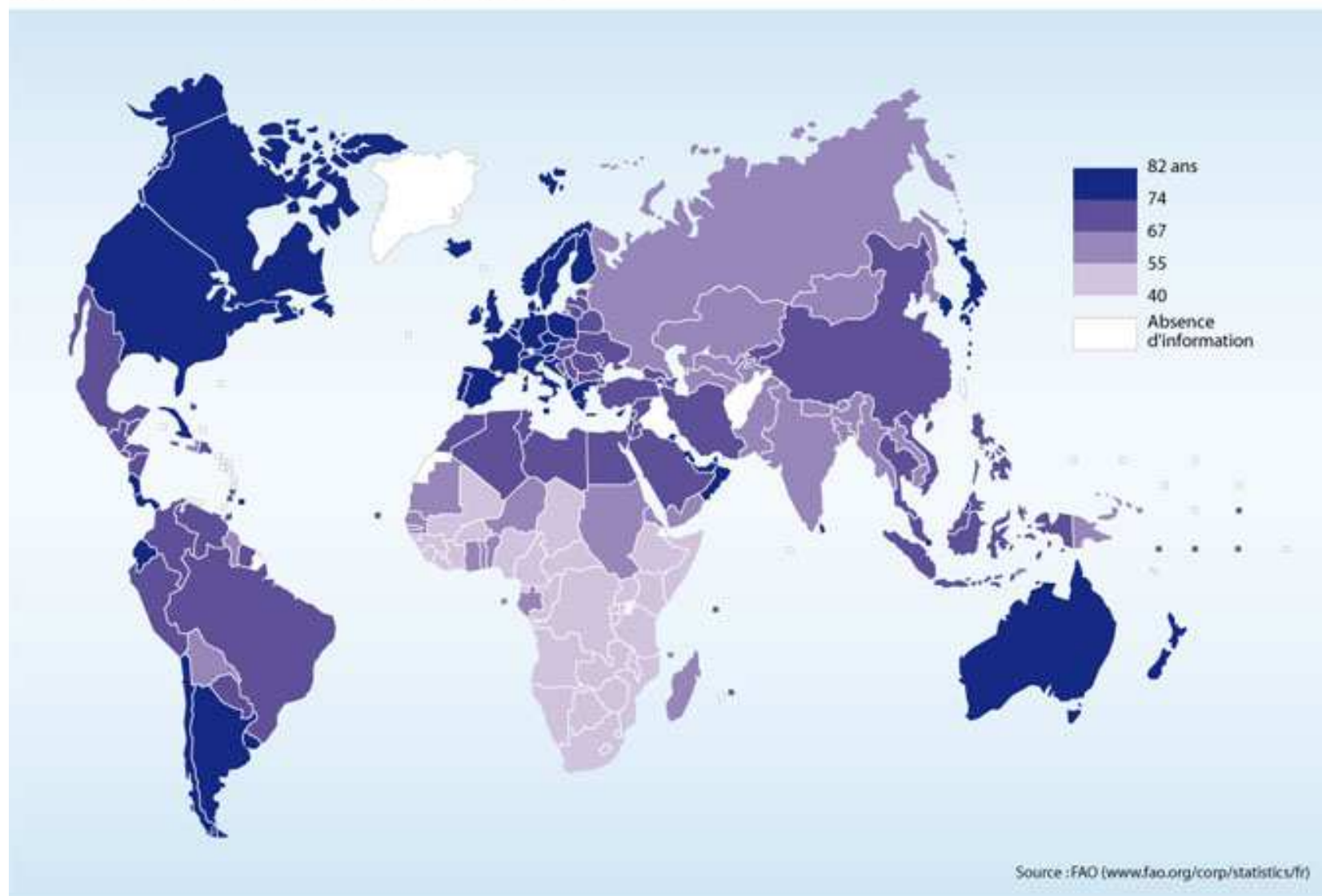


L'indicateur de développement humain (IDH) mesure le niveau moyen auquel se trouve un pays donné selon trois critères essentiels du développement humain : la durée de vie, le niveau d'éducation et le niveau de vie (PNUD). Plus l'indicateur s'approche de 1 et plus le pays est considéré comme développé.

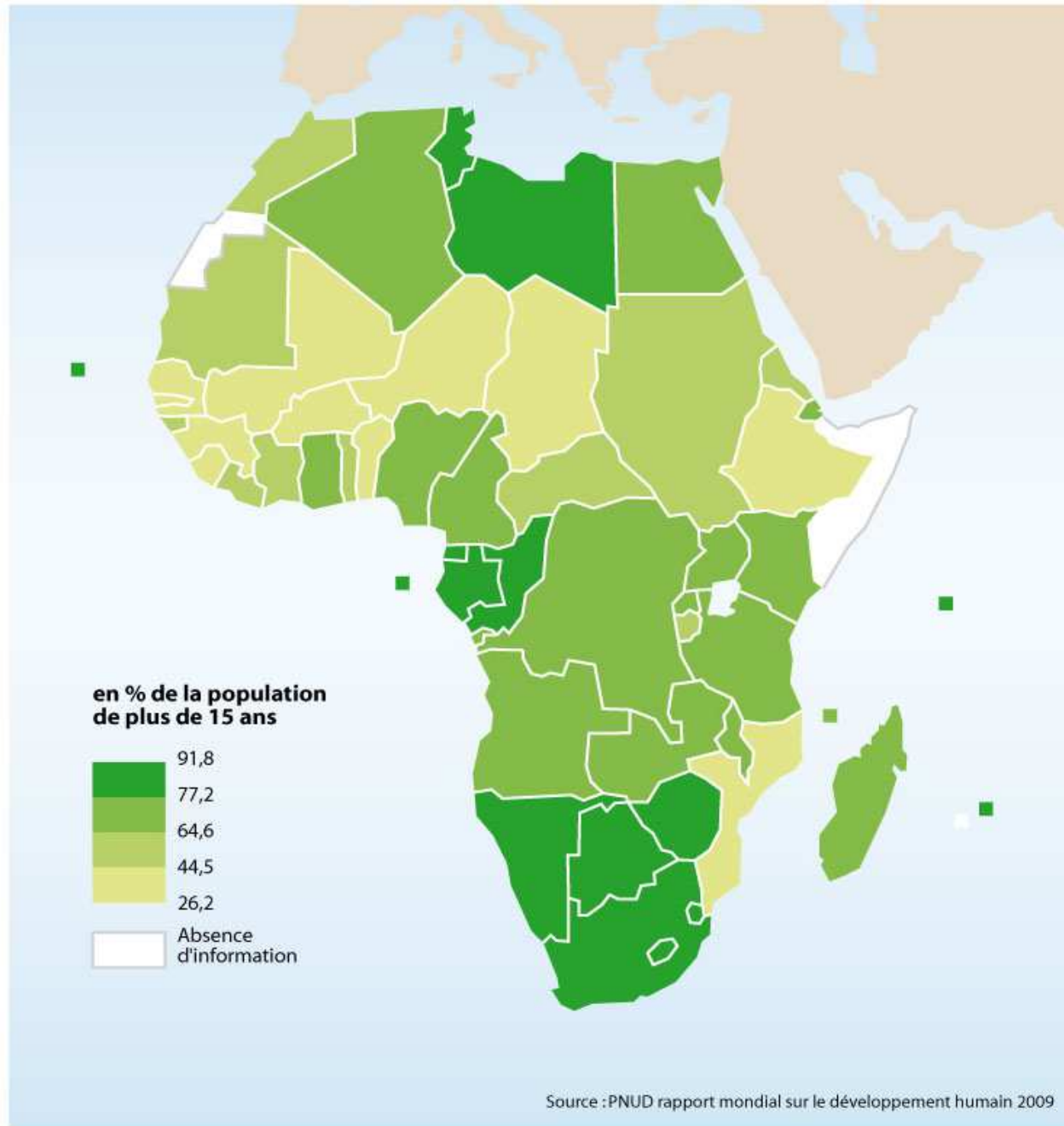
Mortalité infantile, 2006

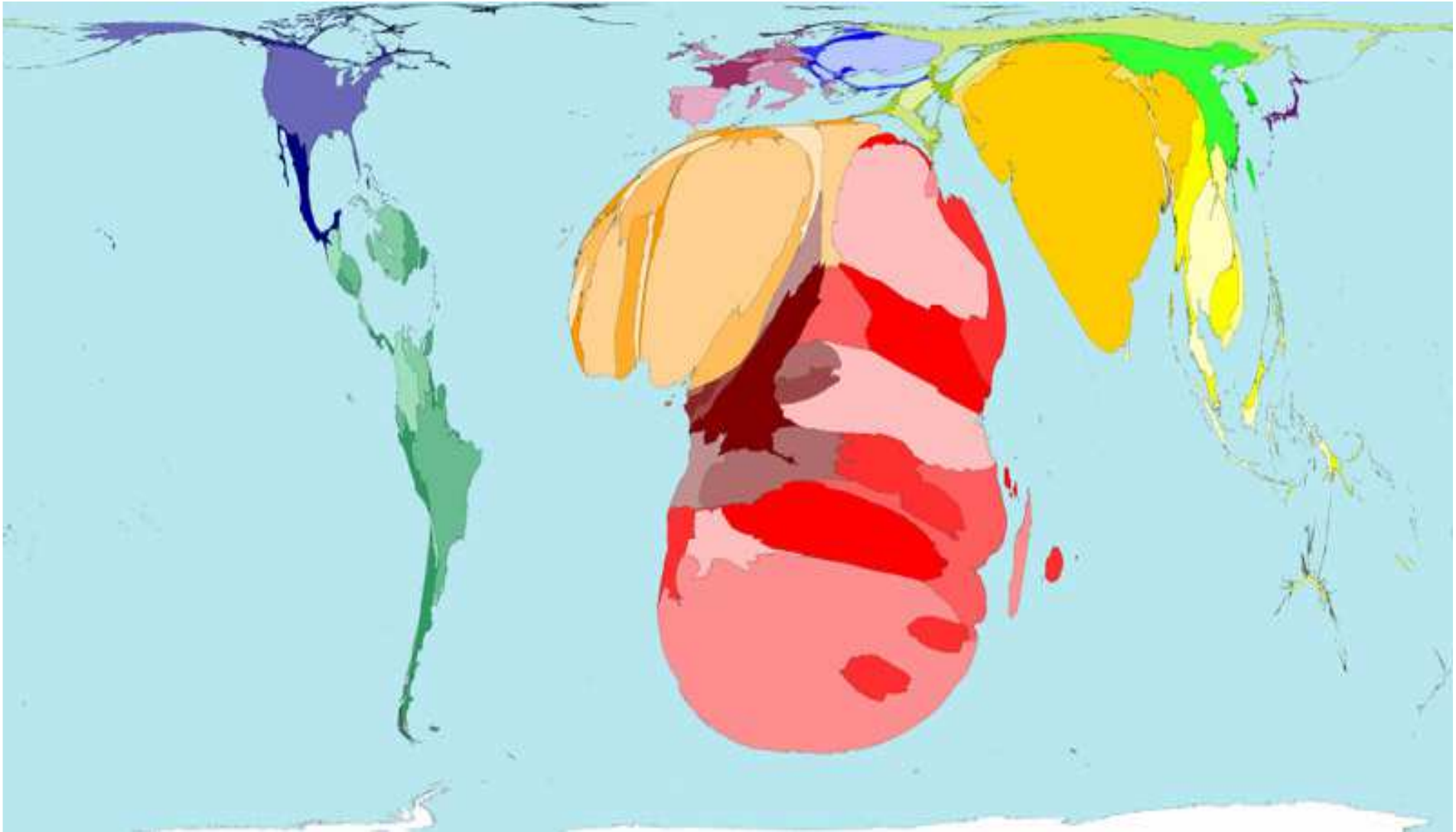


Espérance de vie à la naissance, 2006



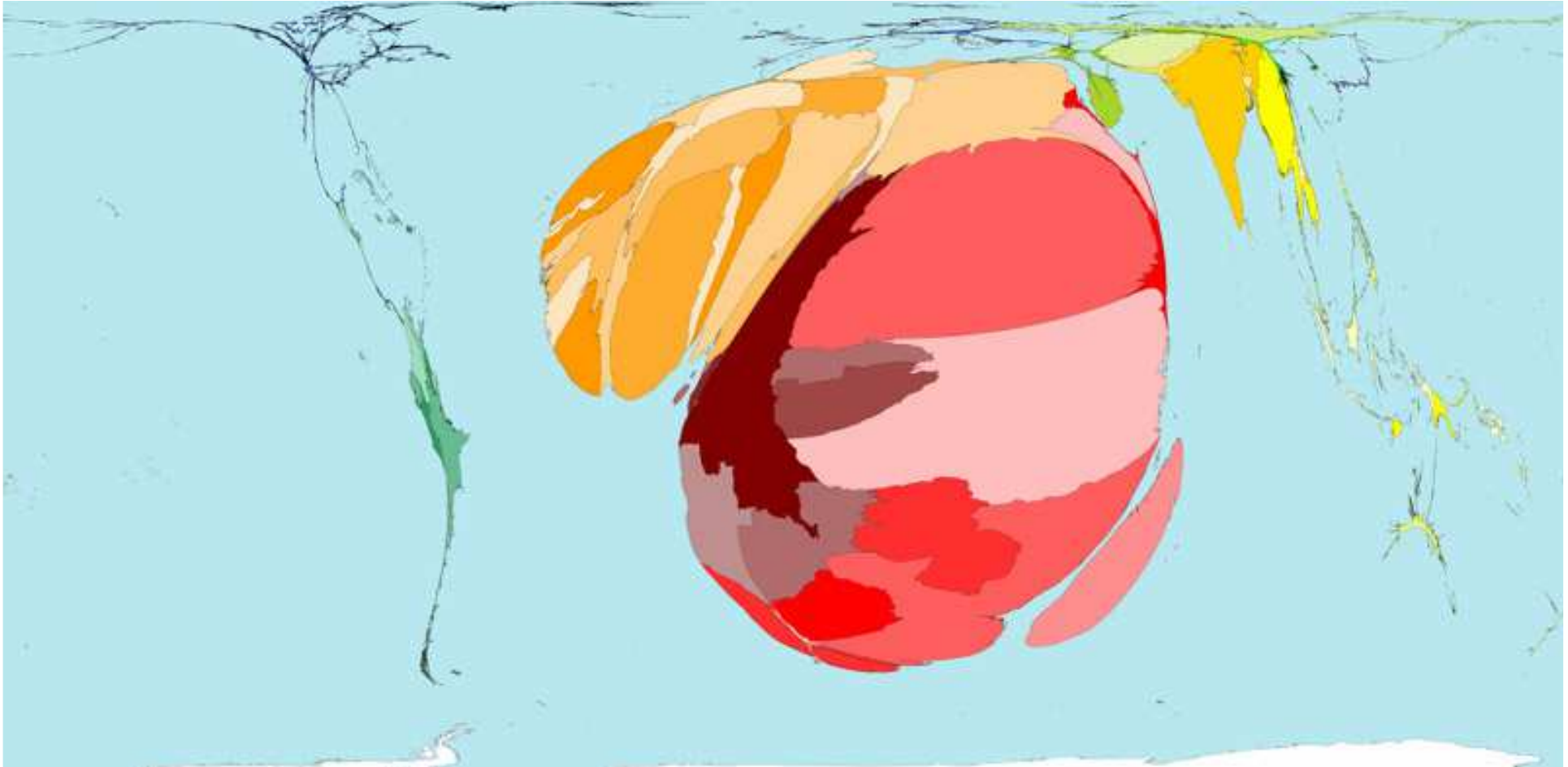
Alphabétisation des adultes, 2007





Fréquence du VIH. La superficie de chaque pays est proportionnelle au pourcentage de tous les adultes (15-49 ans) infectés par le virus du sida, en 2003.

Source : Programme des Nations Unies pour le développement, 2004, *Rapport mondial sur le développement humain*



Les cas de paludisme. La superficie de chaque pays est proportionnelle au nombre de personnes atteintes de paludisme.

Source : Organisation mondiale de la santé, 2005

PART DE L'AFRIQUE DANS LE COMMERCE MONDIAL

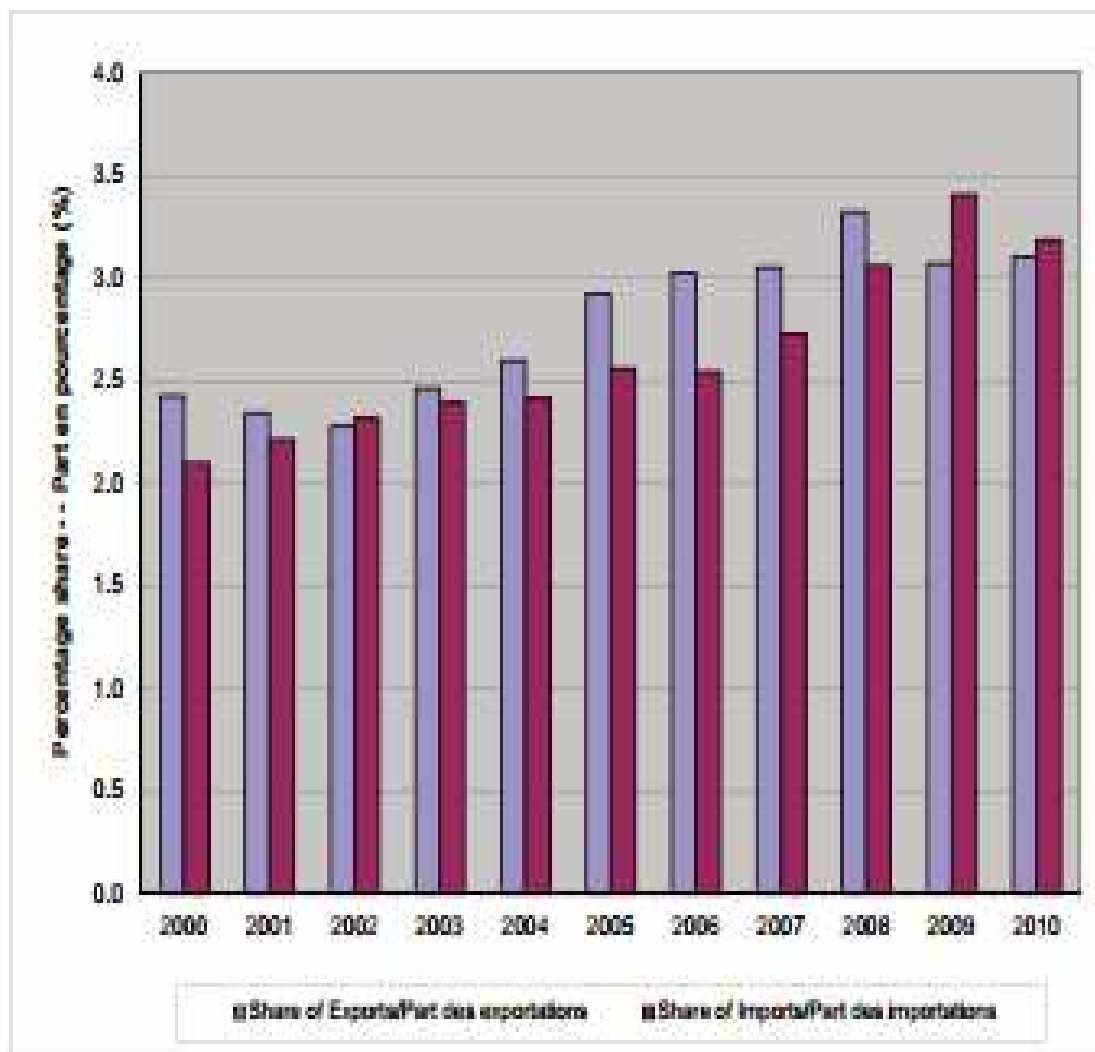
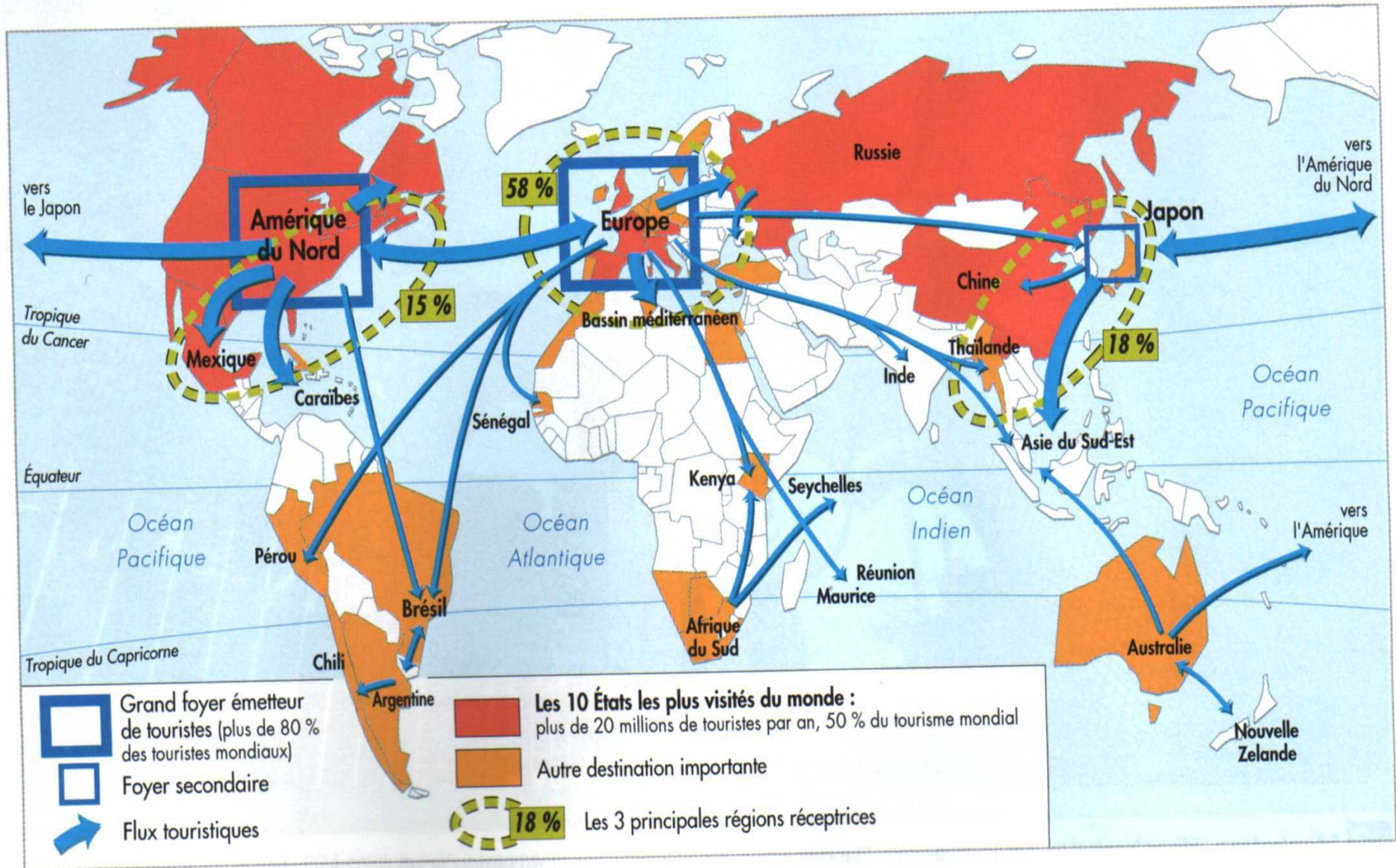


Figure 2: Africa's share of global international trade, 2000–2010 (%)

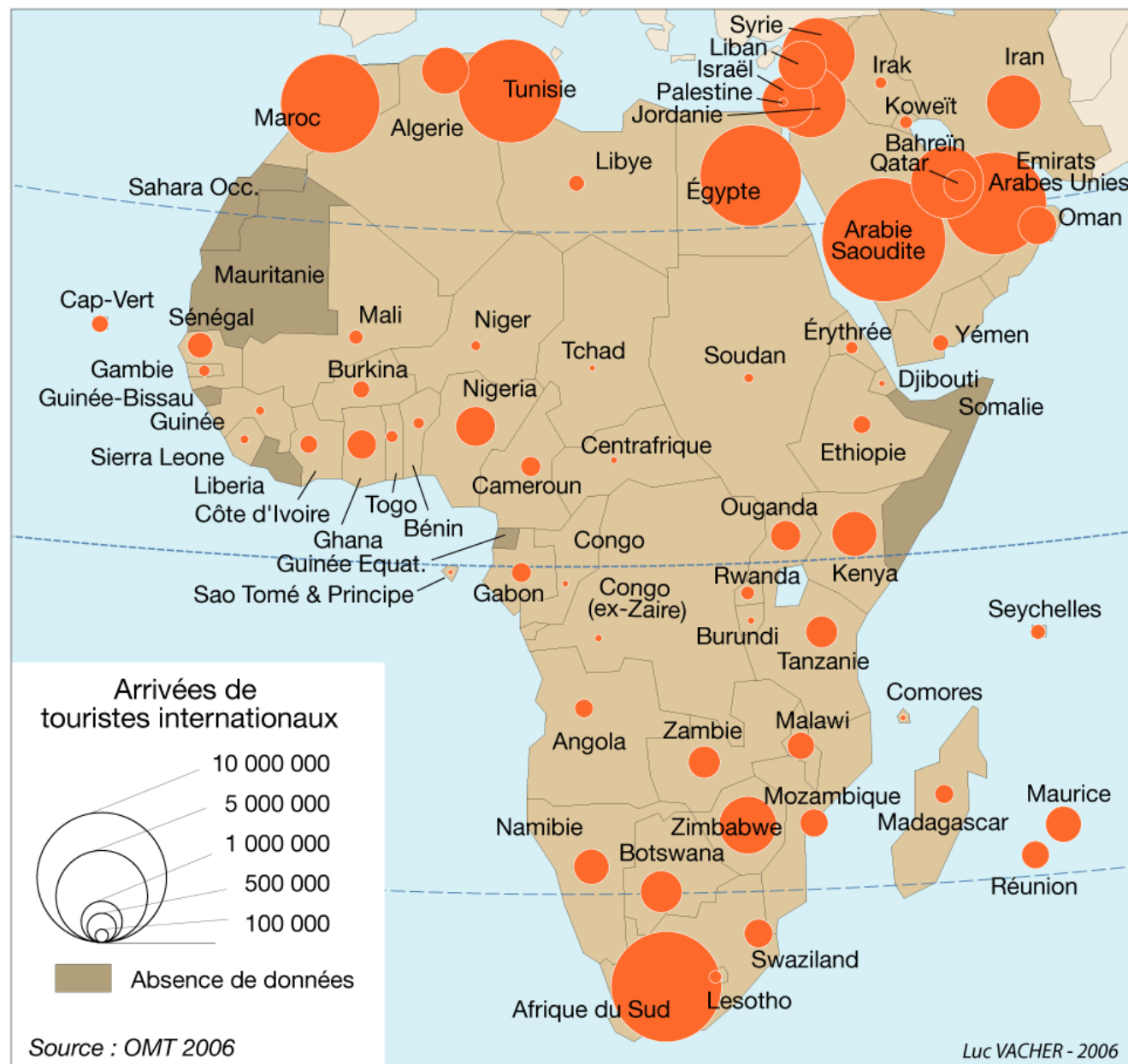
Graphique 2: Part de l'Afrique dans le commerce mondial de 2000 à 2010 (En %)

Source : African Statistical Yearbook 2012 / Annuaire Statistique pour l'Afrique 2012



Source : lewebpedagogique.com

Le tourisme international dans les pays d'Afrique et du Proche et Moyen-Orient en 2004



Serveurs Internet et flux interrégionaux, 2005

In Marie-Françoise DURAND, Benoît MARTIN, Delphine PLACIDI, Marie TORNQUIST-CHESENIER, *Atlas de la mondialisation*, Presses de Sciences Po, Paris, 2007, 2^{ème} édition

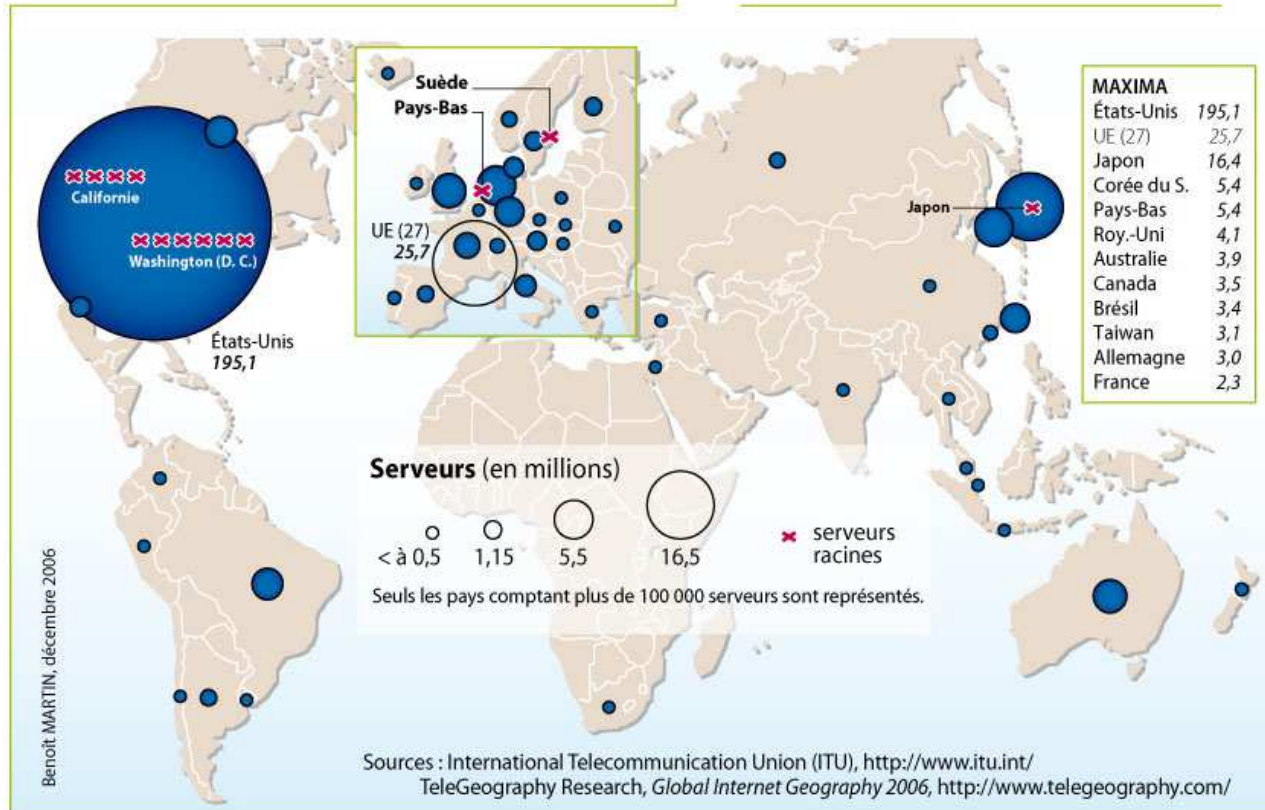
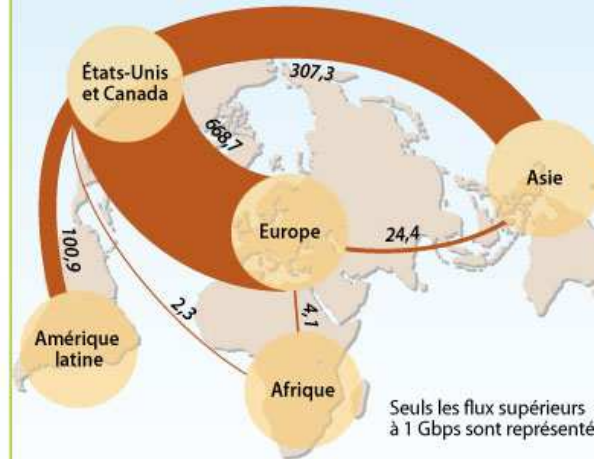


SCIENCES PO
Atelier de cartographie
de Sciences Po, 2007,
www.sciences-po.fr/cartographie



Seul l'usage pédagogique en classe ou centre de documentation est libre
Pour toute autre utilisation, contact carto@sciences-po.fr
Pedagogical use only. For any other use dissemination or disclosure, either whole or partial, contact : carto@sciences-po.fr

Largeur de la bande passante entre continents (en gigabits par seconde, Gbps)



Au Tchad, l'argent du pétrole finance surtout les armes

la Croix
lundi 30 janvier 2012

ESSENTIEL

- ▶ La Croix rend compte en avant-première d'un rapport du CCFD-Terre solidaire sur les transferts d'armes au Tchad.
- ▶ Enrichi par l'argent du pétrole, l'État a multiplié ses achats d'armement.
- ▶ Le pays reste l'un des plus pauvres du monde.

Au début des années 2000, le Tchad envisageait l'avenir avec un certain optimisme. Ce pays d'Afrique centrale végétait, certes, en queue de peloton des nations les plus pauvres de la planète. Mais les premiers puits de pétrole commençaient à être exploités et les barils à être exportés vers l'étranger. Les recettes de l'or noir devaient être affectées au développement et à la réduction de la pauvreté, comme le prévoyait la loi 001 de janvier 1999... Plus de dix ans ont passé et le Tchad reste collé à la 183^e place sur 187 pays, selon l'indice de développement humain des Nations unies.

Pire, une nouvelle crise alimentaire menace plusieurs régions maintenues sous perfusion par le Programme alimentaire mondial. Devant



STAFF PHOTOGRAPHER/REUTERS

les dérives autoritaires du pouvoir ont conduit des opposants à reprendre les armes à partir de 2004.

Après 2008, le calme est revenu peu à peu dans le pays. Les rébellions ont désarmé à l'Est. Tchad et Soudan

Une partie des armes vendues aux Tchad sont détournées de leur usage, du fait du manque de vigilance des

Soldats de l'armée tchadienne, postés près de la région du Darfour, au Soudan, en 2007. La guerre entre le Tchad et le Soudan par rébellions locales interposées a justifié, selon le président tchadien, les dépenses militaires pour assurer la sécurité du pays.

PAROLES ZOBEL BEHALAL

Responsable
de la campagne
« Contrôlez les armes »
au CCFD-Terre solidaire

« Il faut un traité
sur le commerce
des armes »

« Au début des années 2000, le Tchad envisageait l'avenir avec un certain optimisme. Ce pays d'Afrique centrale végétait, certes, en queue de peloton des nations les plus pauvres de la planète. Mais les premiers puits de pétrole commençaient à être exploités et les barils à être exportés vers l'étranger. Les recettes de l'or noir devaient être affectées au développement et à la réduction de la pauvreté, comme le prévoyait la loi 001 de janvier 1999... Plus de dix ans ont passé et le Tchad reste collé à la 183^e place sur 187 pays, selon l'indice de développement humain des Nations unies.

Pire, une nouvelle crise alimentaire menace plusieurs régions maintenues sous perfusion par le Programme alimentaire mondial. Devant l'absence de progrès économiques, les acteurs du développement s'interrogent : où est passé l'argent du pétrole ? Un rapport rendu public aujourd'hui par le [CCFD-Terre solidaire](#) soulève une partie du voile. Sous le titre « *Le développement piégé* », l'ONG décrypte l'augmentation vertigineuse des transferts d'armes vers l'ancienne colonie française entre 2004 et 2010.

« *Les dépenses militaires du Tchad sont passées de 35,3 milliards de francs CFA (53 millions d'euros) en 2004 à 275,7 milliards de francs CFA (420 millions d'euros) en 2008, soit une multiplication par 7,79* », calculent les auteurs du rapport. En 2010, les achats d'armes s'élevaient encore à 154 milliards de francs CFA (234 millions d'euros). La défense reste le deuxième budget de l'État derrière les infrastructures, mais devant l'éducation ou la santé, des secteurs pourtant très faiblement développés.

7,1 % du PIB utilisés pour les dépenses militaires :

Le président Idriss Déby, au pouvoir depuis 1990, martèle que la protection de son pays n'a pas de prix. Il justifie ses arbitrages budgétaires par l'instabilité de la région. De fait, les dérives autoritaires du pouvoir ont conduit des opposants à reprendre les armes à partir de 2004. Les années suivantes, les groupes rebelles ont mené des raids de plus en plus audacieux, déstabilisant l'est du pays. « *Le soutien militaire et politique apporté par le Soudan aux groupes rebelles tchadiens va donner une dimension régionale à la guerre civile au Tchad* », précise le rapport. »

Source : journal *la Croix* du 30 janvier 2012

2. De nouvelles perspectives pour l'Afrique.

GROUPE B

L'Afrique à l'aube d'un véritable envol économique, selon McKinsey

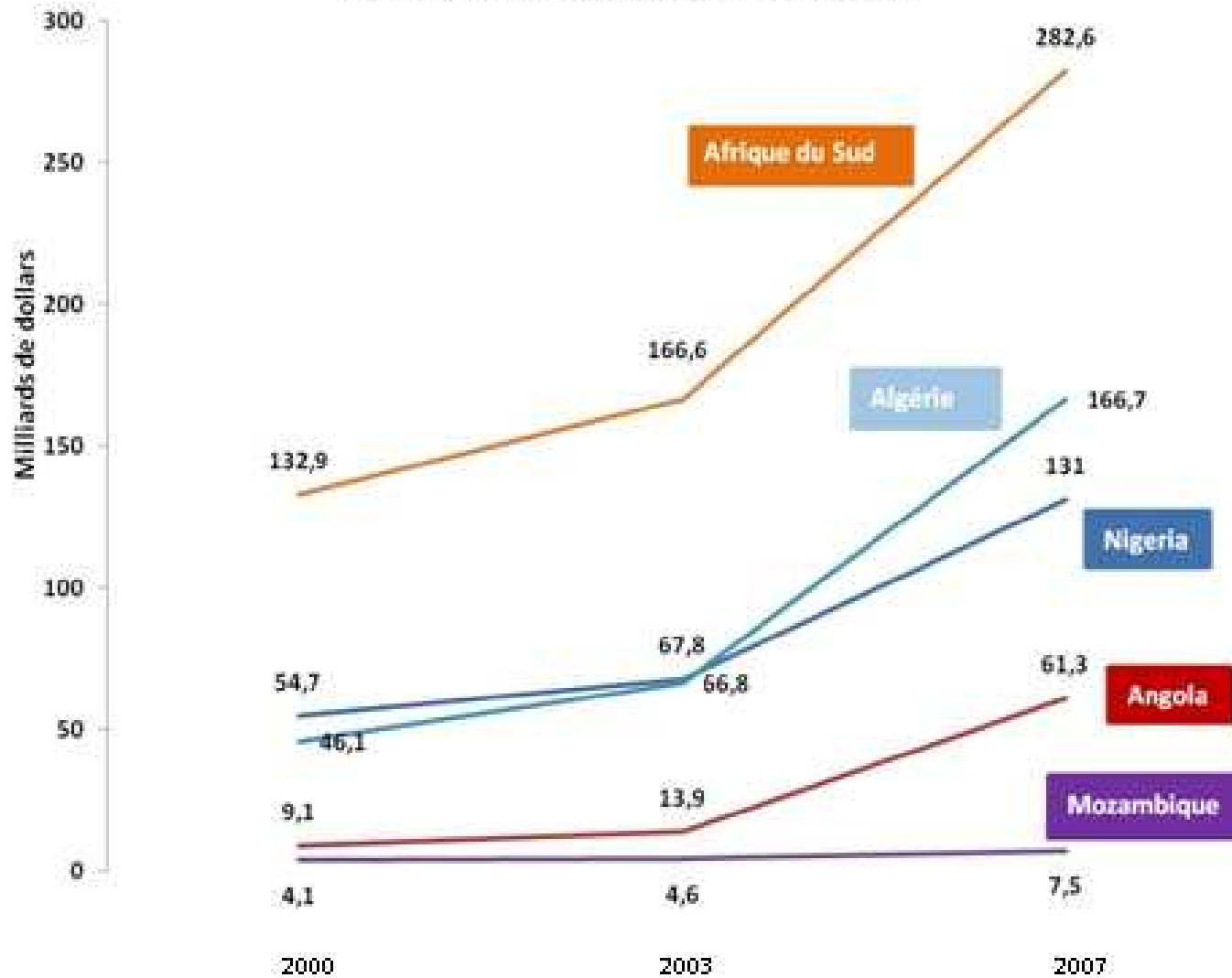
L'Afrique décolle économiquement, indique un rapport du cabinet McKinsey. Qui encourage les entreprises françaises à ne pas rater le coche.

L'Afrique décolle, entonnent à l'envi les experts. Mais ils divergent sur la fiabilité du diagnostic. Poursuivrait-elle sa trajectoire de croissance pour suivre les chemins qu'a empruntés l'Asie il y a vingt ans ? Ou se crashera-t-elle en cours de route ?

A l'heure où, dans l'enceinte des Nations unies, chefs d'Etat et de gouvernement misent sur la croissance du continent pour satisfaire les objectifs du Millénaire pour le développement (« Les Echos » du 20 septembre), le cabinet McKinsey parie sur l'explosion du PIB du continent : 2.600 milliards de dollars à l'horizon 2020, alors qu'avec un PIB actuel de 1.600 milliards, elle ne pèse pas plus que le Brésil ou la Russie. « *L'Afrique est en croissance, et ce n'est pas qu'une affaire de matières premières*, affirme Amine Tazi-Riffi, directeur associé chargé du Maghreb. *Seul un tiers de la hausse du PIB entre 2000 et 2008 a été généré par les ressources naturelles. Le décollage se fait via des dynamiques endogènes propres.* » Parce que d'autres secteurs que les seules matières premières progressent, comme les télécoms, la banque ou encore le BTP (voir graphique ci-contre). L'urbanisation et la démographie sont d'autres moteurs de croissance, selon McKinsey, tout comme « *l'émergence d'une classe moyenne et la montée en puissance du consommateur africain : 16 millions de consommateurs ont un niveau de vie proche de celui des Européens. Contre 12 millions en Inde.* »

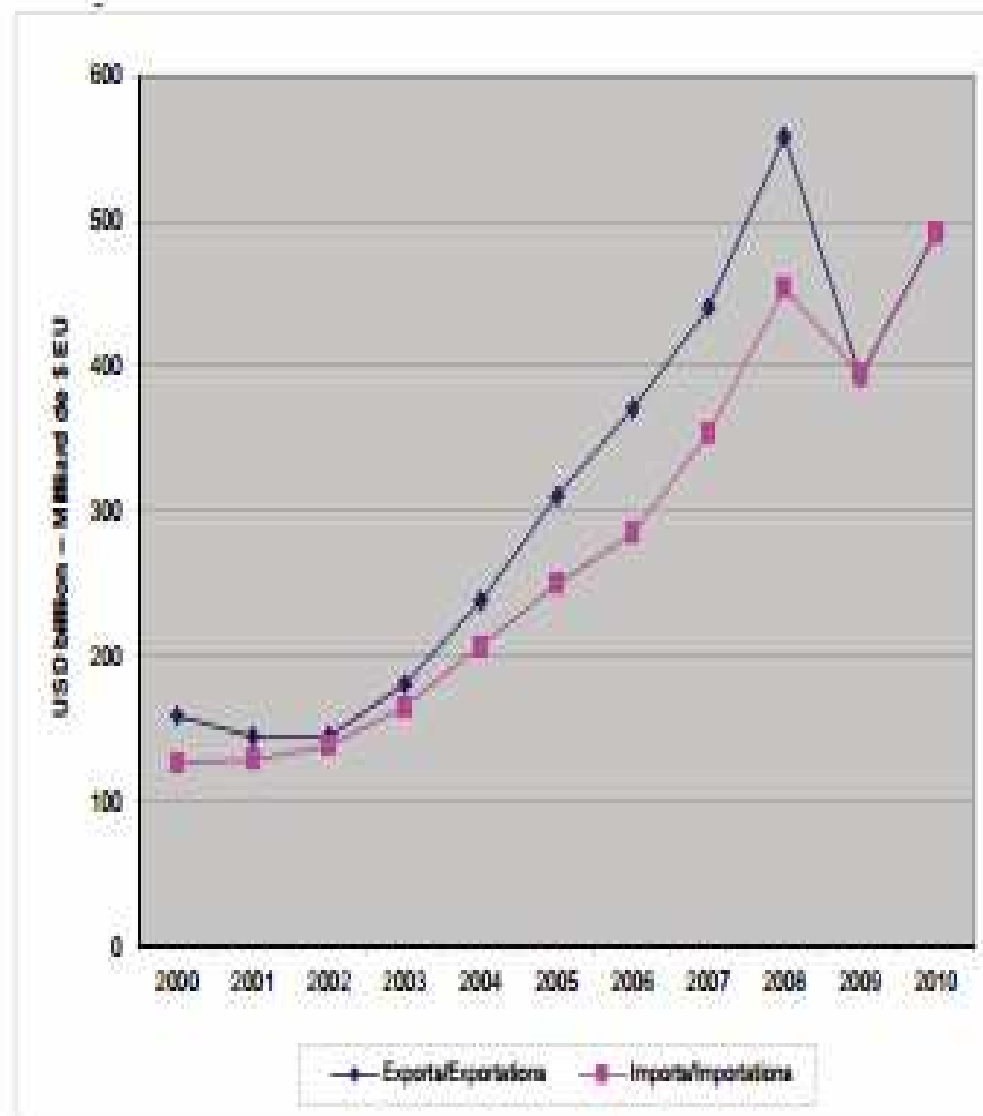
Il faut donc que les entreprises françaises et européennes se positionnent en Afrique, martèle Matthieu Pélissié du Rausas, lui aussi directeur associé de McKinsey. « *C'est un impératif immédiat. Il y a un vrai virage à prendre, c'est maintenant et dans les cinq ans à venir que tout se joue.* » A l'heure où les croissances européenne et américaine s'annoncent molles, c'est une opportunité de croissance « *gigantesque* », poursuit-il. « *Comme pour la Chine, il y a vingt ans, celles qui réussiront seront celles qui s'y seront implantées le plus tôt.* »

Progression du PNB de cinq pays d'Afrique



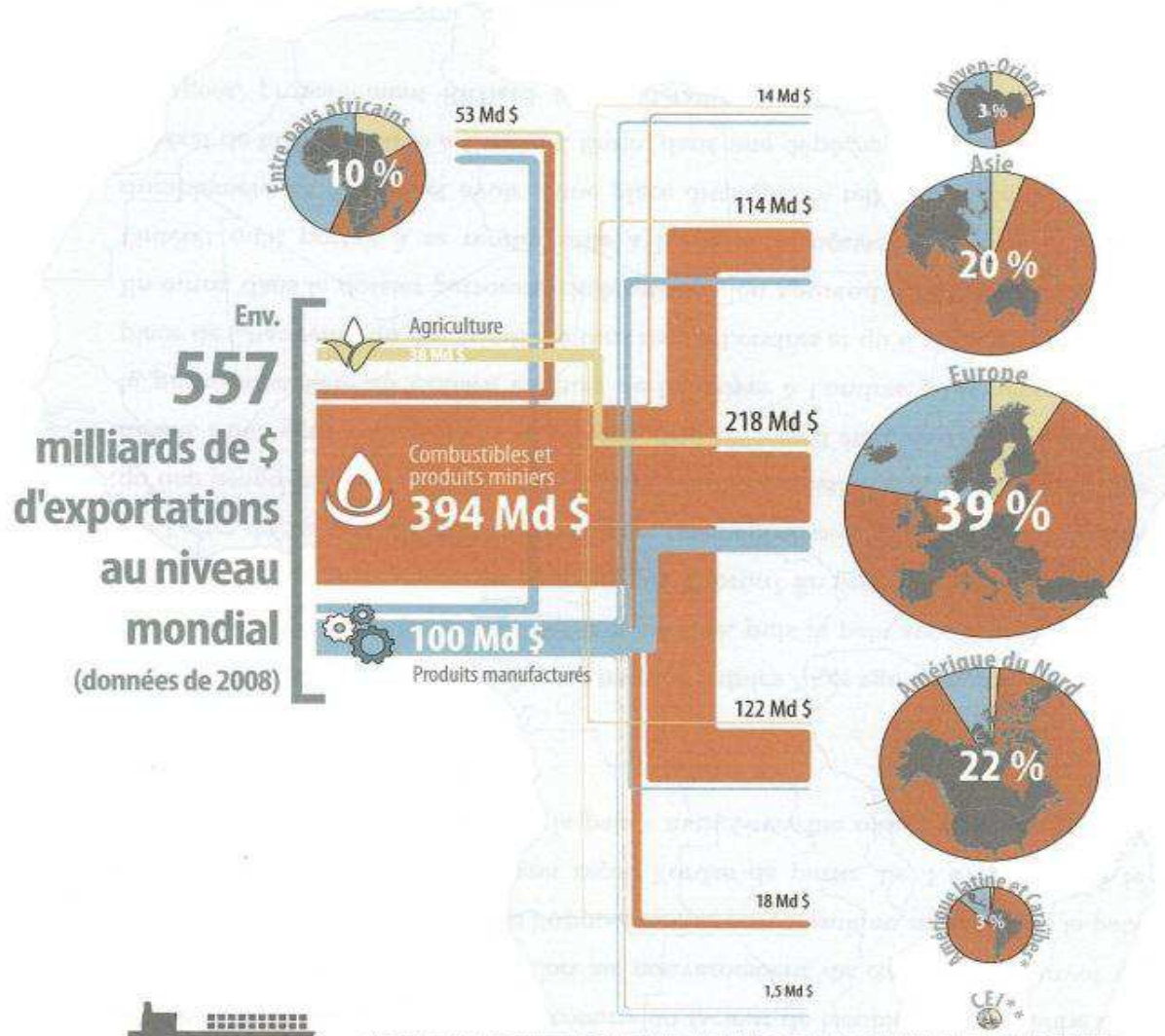
Source : Perspectives économiques de l'Afrique, rapport de l'OCDE, Paris, 2009. © François Lafargue, Diploweb, 2009

Figure 1: Trends in Africa's foreign merchandise trade, 2000–2010 (US\$ billions)



Graphique 1: Evolution du commerce extérieur africain de 2000 à 2010. (En milliards de dollars EU)

Exportations de l'Afrique par type et par destination



LES CHIFFRES

Exportations de l'Afrique au niveau mondial

Augmentation du pourcentage annuel des combustibles et des produits miniers, des produits agricoles et des produits manufacturés (2000 - 2008)



Composition des exportations de produits manufacturés de l'Afrique en 2008



* Organisation Internationale des Coopération Economique et Développement (OCDE) ** Communauté des Etats Indépendants

Tableau 10 - Investissements directs étrangers, 2005-2010 (millions)

	IDE Entrées						IDE Sorties					
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Afrique	38155	46259	63131	73413	10167	55040	1968	6943	10719	9750	5627	6636

- En 2010, les pays de l'OCDE représentaient toujours environ 40 % des IDE totaux à l'Afrique, mais leur part reculera probablement dans les années qui viennent.
- Les partenaires émergents devraient accroître encore leurs investissements en Afrique, en quête de ressources naturelles supplémentaires, d'une main d'œuvre à prix concurrentiels et de marchés en plein essor. Selon l'enquête 2011 de *Ernst & Young* sur l'attractivité de l'Afrique, les investissements annuels des partenaires émergents ont progressé en moyenne de 13 % par an depuis dix ans.
- L'investissement des puissances émergentes s'axe surtout sur les ressources naturelles, mais il se diversifie désormais de plus en plus – agriculture, industries manufacturières ou industries de services (par exemple, les télécommunications).
- Cela renforce le potentiel des transferts de technologie et accroît la productivité, ce qui joue un rôle important pour la croissance économique dans les pays pauvres en ressources.

Sources : CNUCED, FDI Base de données en ligne, Mars 2012.

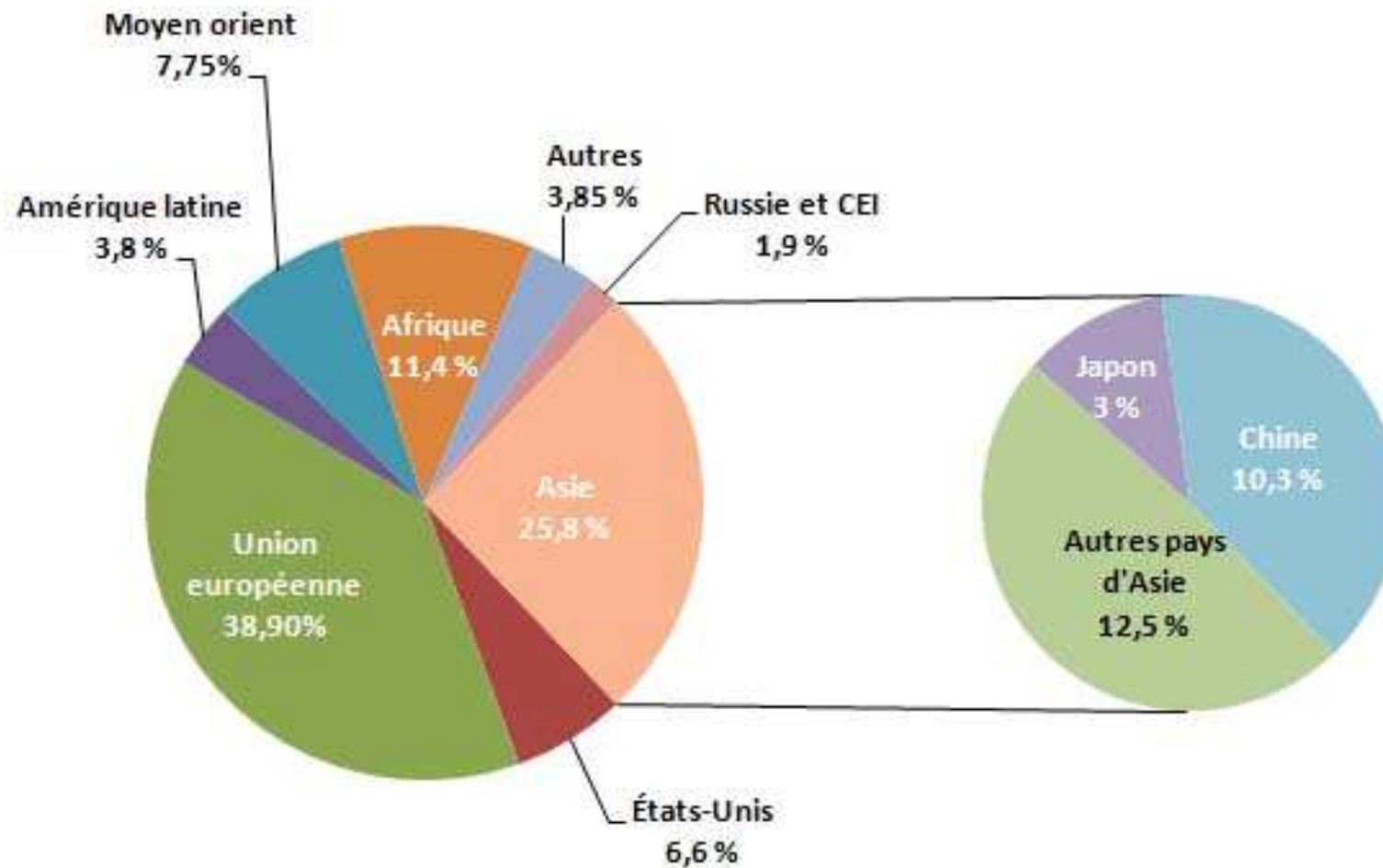
Le commerce entre la Chine et l'Afrique depuis 1997
(en milliards de dollars)



Le commerce entre la Chine et **le continent noir** a été multiplié par vingt depuis 1997

Pourtant, la place de la RPC **en** Afrique
doit être remise en perspective :

Destination des exportations des pays africains

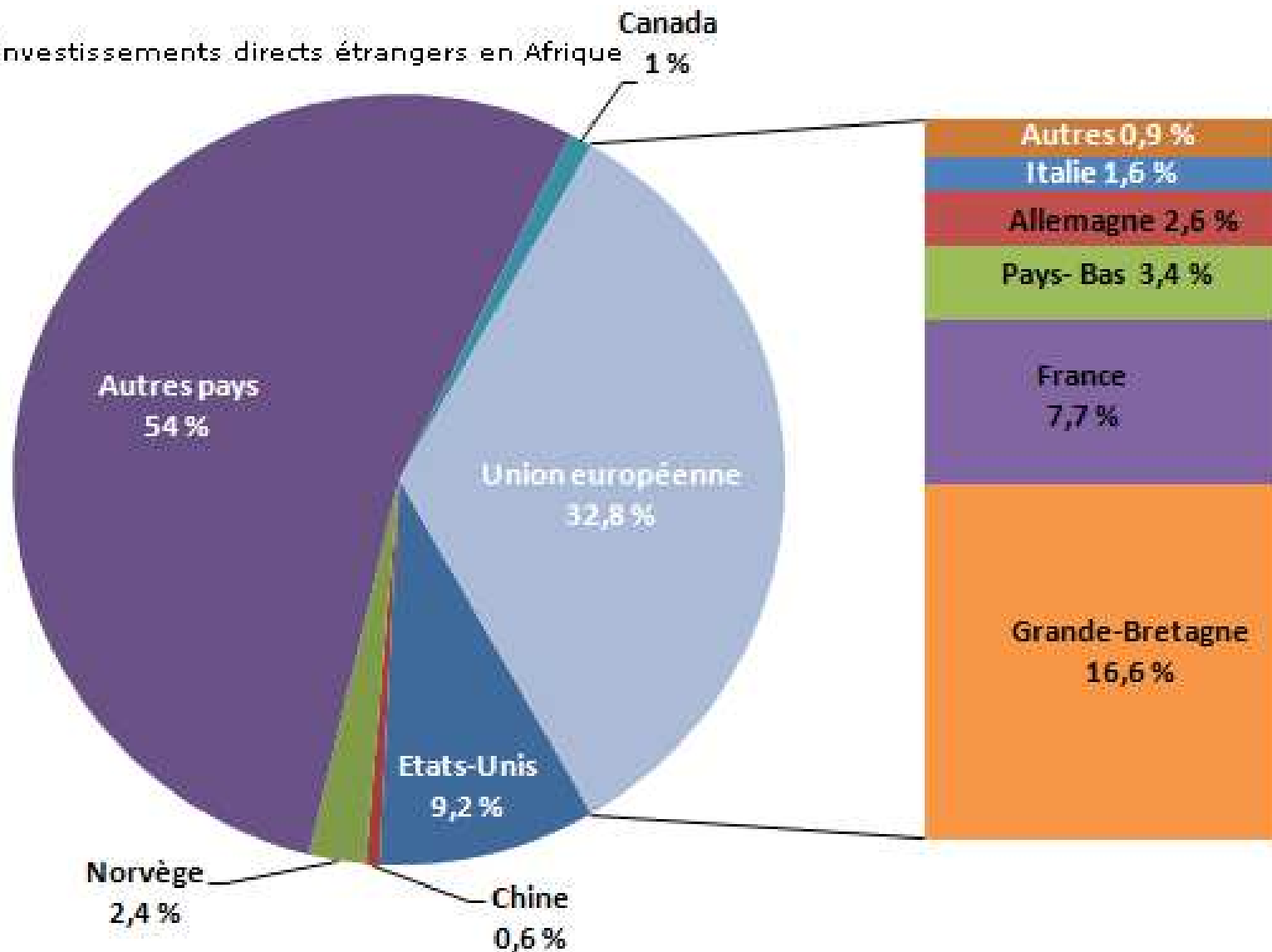


Source : OMC, Statistiques du commerce international, Genève, 2008
© François Lafargue, Diploweb, juillet 2009

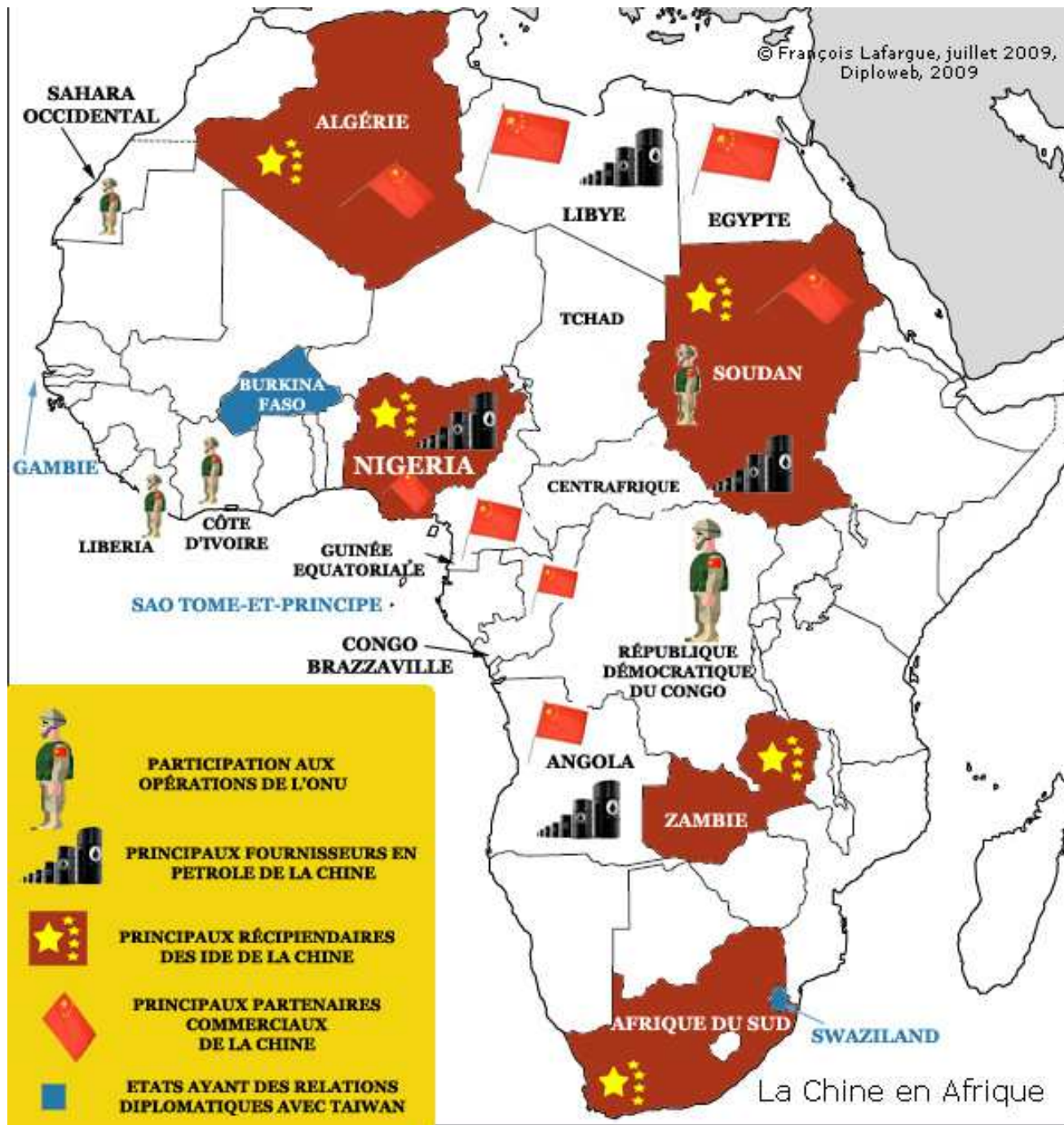
La part de la Chine dans le commerce des pays africains reste modérée, puisque seulement 10,3 % des exportations des pays africains sont à destination de la RPC, contre près de 40 % pour l'Union européenne.

- La présence de **la République populaire de Chine** en Afrique, est actuellement dénoncée comme inquiétante par les nations occidentales.
- Pourtant ce discours alarmiste est contredit par la réalité. Si la présence de la RPC en Afrique est indéniable, les intérêts chinois demeurent encore très limités par rapport à ceux des États-Unis ou des Européens :

Le stock des investissements directs étrangers en Afrique



Source : OCDE Investment Policy Reviews China 2008
© François Lafargue, Diploweb, 2009



- La RPC n'arrive qu'au 10e rang parmi les investisseurs étrangers sur le continent noir, bien après la Grande-Bretagne (1er).
- L'Afrique en 2006 n'accueille que 3,4 % du stock des IDE de la RPC, investis dans le monde. Et les IDE de la RPC se concentrent dans cinq pays (Soudan, Zambie, Algérie, Nigeria, Afrique du Sud).

Les Etats d'Afrique-Amérique latine croient en une nouvelle ère pour les pays du sud



La présidente brésilienne Dilma Rousseff, le 22 février 2013 à Malabo, lors du Sommet Amérique du sud/Afrique.
Source : <http://www.liberation.fr>

A l'image de la présidente brésilienne Dilma Rousseff, qui affirme croire en une nouvelle ère pour les pays du Sud, la vingtaine de chefs d'Etat présents au sommet ASA (Amérique du sud/Afrique) à Malabo a appelé de ses vœux la coopération entre les deux continents pour se développer.

En soirée, les chefs d'Etat ont adopté une déclaration commune dans laquelle, notamment, ils "soutiennent l'approche globale de la crise du Mali comme indiqué par l'Union africaine et le conseil de sécurité des Nations unies" et demandent à la communauté internationale de soutenir les processus de "retour à l'ordre constitutionnel" à Madagascar et en Guinée Bissau ainsi qu'à la "normalisation et la stabilisation" de la RD Congo et de la Centrafrique. (...)

"Il est fini le temps où nous marchions dans une banlieue distante, silencieuse et problématique. Le monde en développement est devenu vital pour l'économie globale et compte pour plus de la moitié de la croissance économique et 40% des investissements", a-t-elle déclaré. (...)

Véritable vedette du sommet, Mme Rousseff en a profité pour répéter une des requêtes incessantes de la diplomatie brésilienne: ouverture du conseil de sécurité à des pays du sud, réforme du Fond Monétaire international, de la Banque mondiale, et de l'Organisation mondiale du Commerce dont le Brésil brigue la présidence.(...)

"La réforme de l'ONU est urgente. Rien ne justifie que l'Afrique et l'Amérique du sud soient toujours sans représentant au conseil de sécurité", a-t-elle estimé. (...)

Les échanges commerciaux entre les deux continents ont été multipliés par cinq entre 2002 et 2011, s'élevant l'an dernier à 39,4 milliards de dollars, selon des chiffres fournis par le Brésil.

Hors microphones de nombreux délégués estiment que depuis le premier sommet de 2006 au Nigeria et le deuxième au Venezuela, l'ASA n'a donné que très peu de fruits concrets. "C'est une belle idée mais une coquille vide", soulignait un observateur.

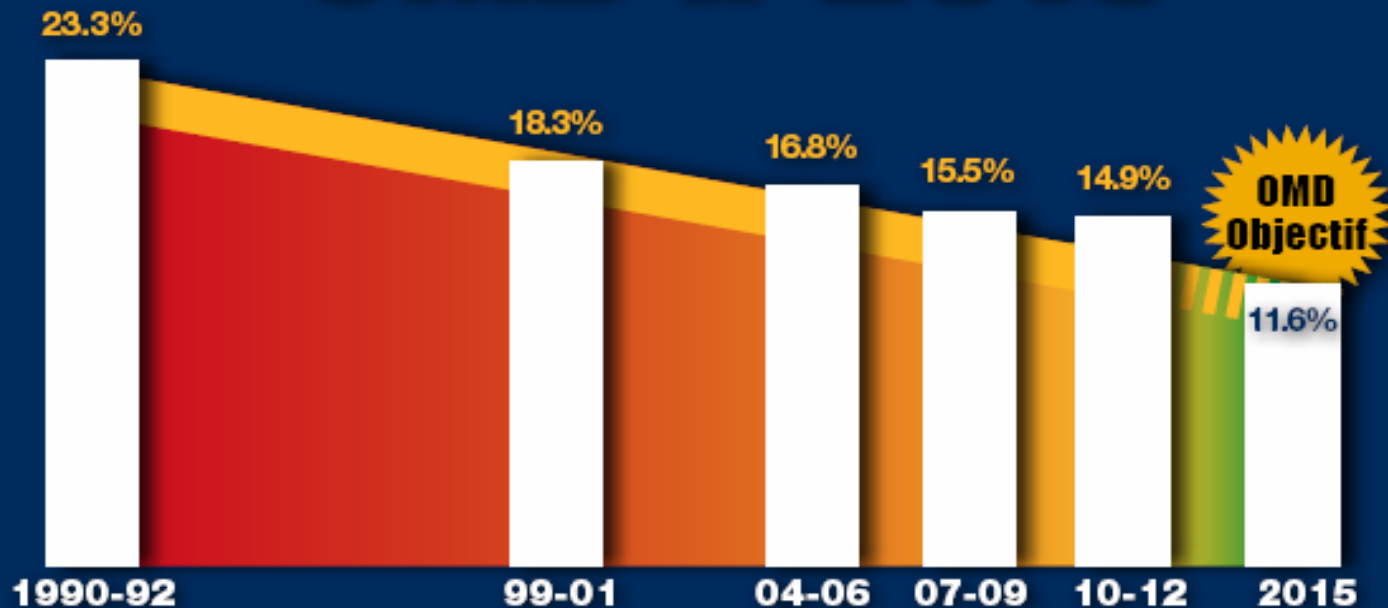
Extrait choisis de l'article mis en ligne le 22 février 2013 sur le site <http://www.liberation.fr>

3. Mais de nombreux défis à relever notamment dans une perspective de développement durable.

GROUPE C

Le défi de la faim ...

OMD 1: 2015

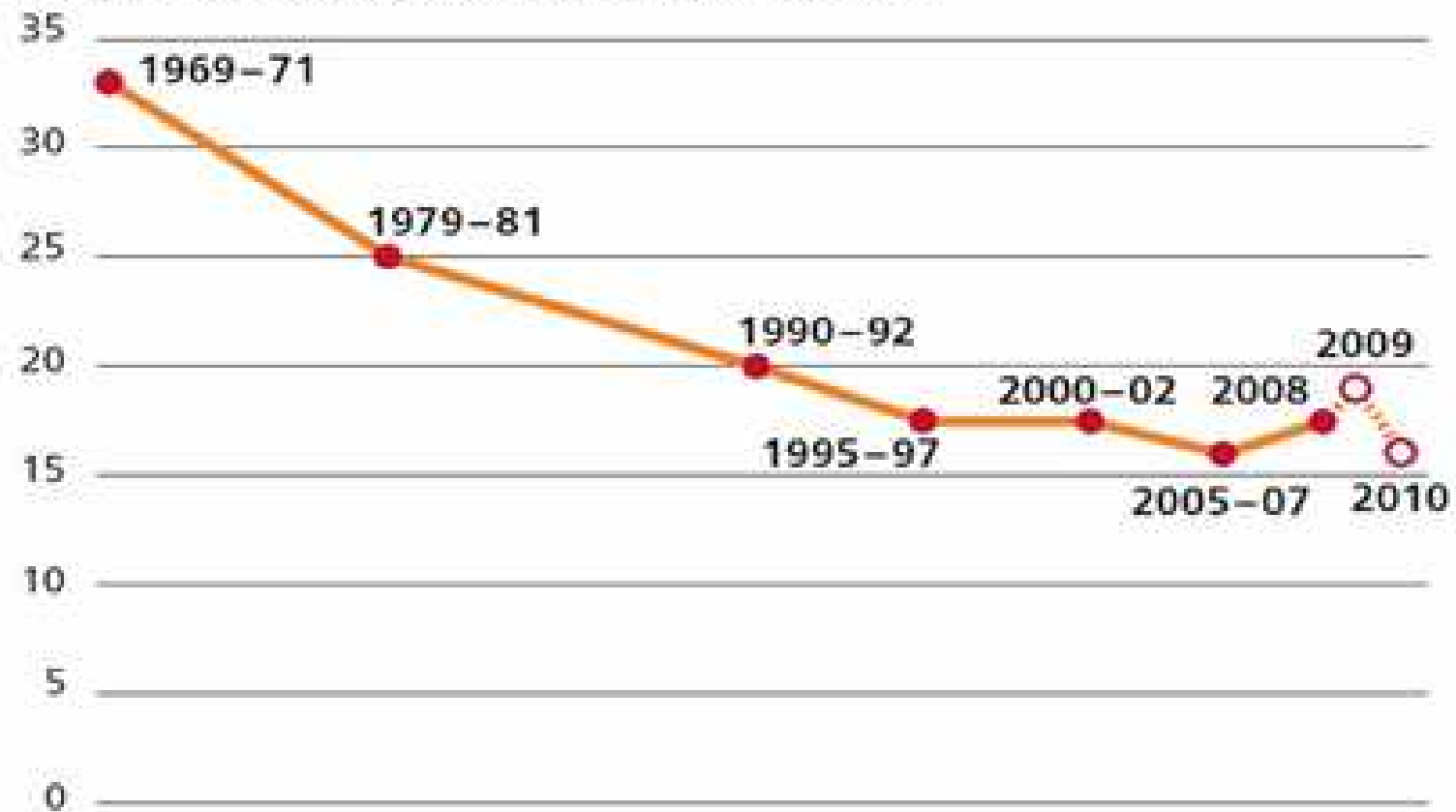


Le premier Objectif du Millénaire pour le développement, qui consiste à réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde en développement d'ici à 2015, est toujours à portée de main

SOURCE : <http://www.fao.org>

Proportion de personnes sous-alimentées dans les pays en développement entre 1969-71 et 2010

Pourcentage de personnes sous-alimentées



Source: FAO

870 millions

d'affamés dans le monde

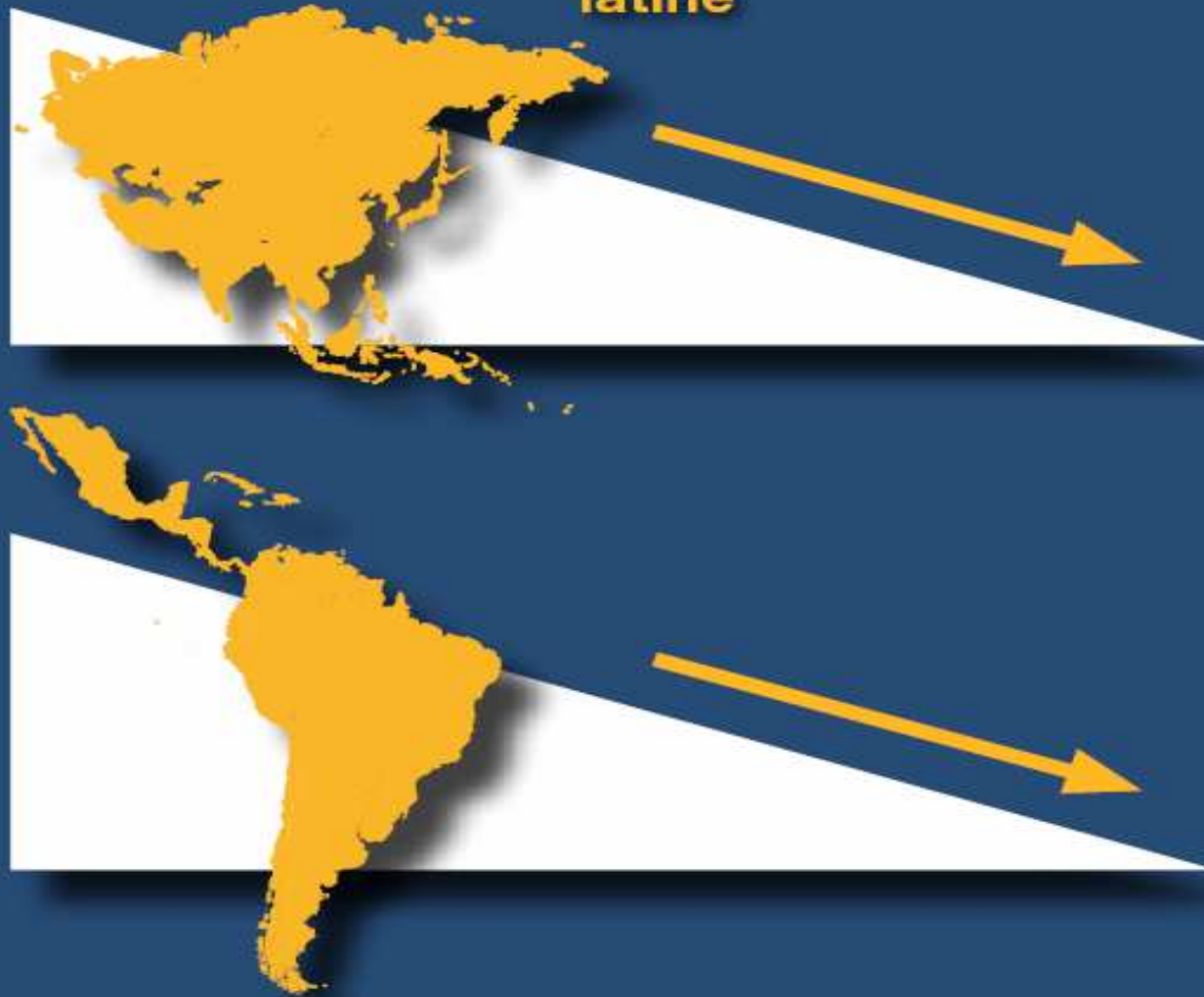
1000m



Le nombre de personnes sous-alimentées
a régressé de 130 millions ces 20 dernières
années

SOURCE : <http://www.fao.org>

Le nombre de sous-alimentés a baissé en Asie et en Amérique latine



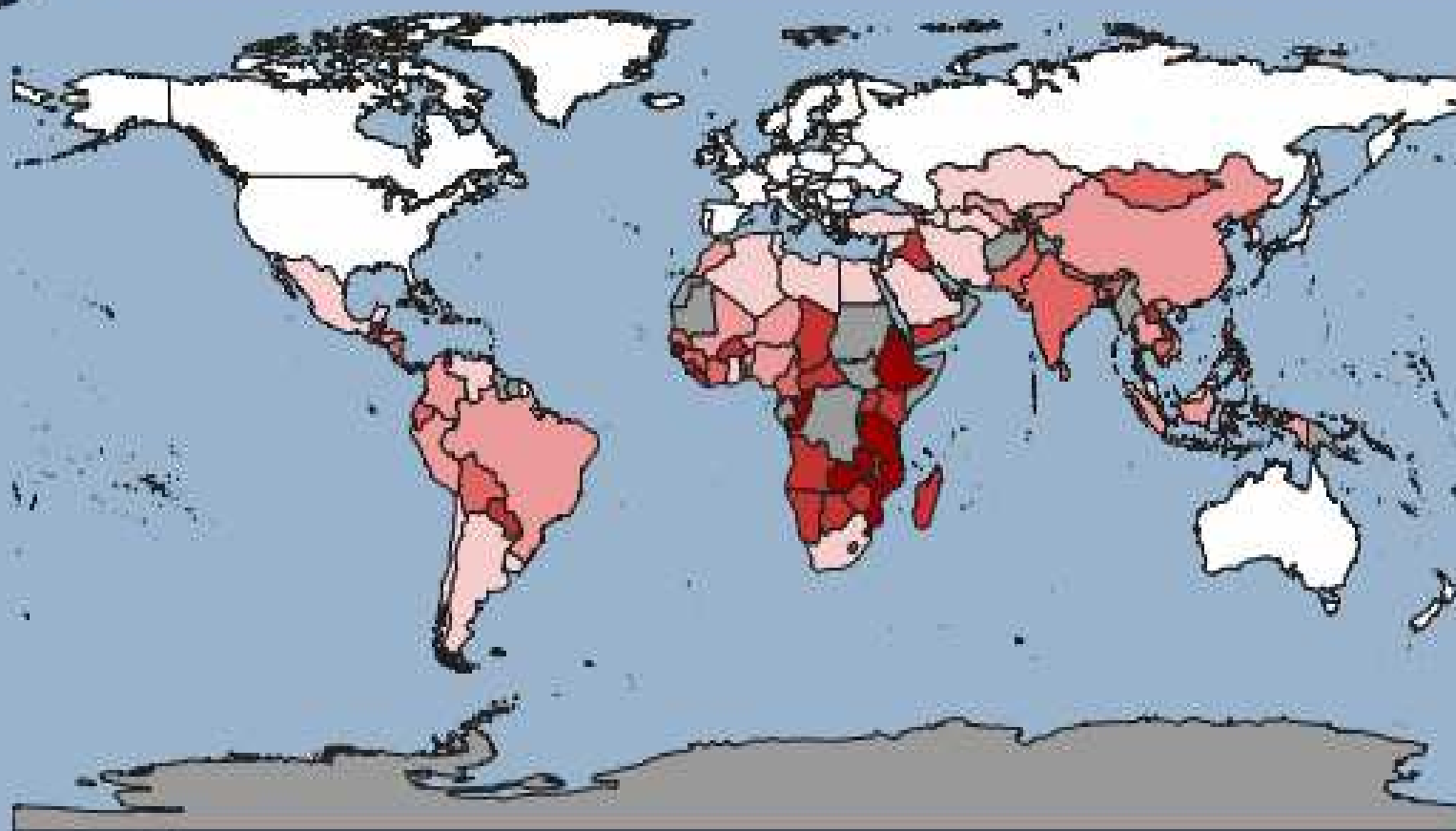
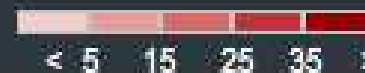
SOURCE : <http://www.fao.org>



SOURCE : <http://www.fao.org>



Prévalence de la sous-alimentation dans la population totale (%)



◀ 1990-1992 | 1999-2001 | 2004-2006 | 2007-2009 | **2010-2012** ▶

🔄 PLEIN ÉCRAN



DATA
FAO.ORG



Pas de données



Données non disponibles ou insuffisantes

SOURCE : <http://www.fao.org>

Le concept du GHI

Le Global Hunger Index (GHI), ou indice de la faim dans le monde, est un outil statistique développé par l'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI) qui permet de mesurer et de suivre l'évolution de la faim dans le monde. Le GHI est calculé à partir de trois indicateurs : la proportion de la population sous-alimentée, la prévalence de l'insuffisance pondérale infantile et le taux de mortalité infantile.

L'objectif du GHI est de susciter une prise de conscience sur les différences qui existent entre les pays et les régions par rapport à la faim et promouvoir la mise en place de programmes de lutte contre ce fléau. Publiés chaque année, ces rapports s'adressent à un large public – décideurs politiques, bailleurs de fonds, organisations non gouvernementales, enseignants, médias, grand public - et visent à favoriser une meilleure connaissance du problème de la faim et des possibles solutions, en identifiant les facteurs de succès et d'échec des programmes de réduction de la faim.

Le défi démographique ...

Afrique : la bombe démographique

Le continent subsaharien comptera près de 2 milliards d'habitants d'ici à 2050, soit un cinquième de l'humanité. Corollaire de cette explosion démographique, l'urbanisation galopante qui touche principalement les 16 pays de l'Afrique de l'Ouest. Opportunité sans précédent de développement économique et social ou source de conflits gigantesques ?

Au moment où l'on s'apprête à célébrer les cinquante ans des indépendances africaines, l'Afrique, plus que jamais, « est là », comme on dit là-bas : au sud du Sahara, les Africains étaient 180 millions en 1950, ils sont 860 millions actuellement et seront de 1,8 à 2 milliards dans quarante ans. Une multiplication par 10 de la population locale en un siècle.

Du jamais-vu dans l'histoire de l'humanité. Comparaison confondante : « *Si la France avait connu la même croissance que la Côte d'Ivoire entre 1960 et 2005, elle compterait aujourd'hui 250 millions d'habitants, dont 60 millions d'étrangers* », écrivent Jean-Michel Severino - jusqu'à il y a quelques jours directeur général de l'Agence française de développement - et son conseiller Olivier Ray, qui ont fait de cette émergence démographique la pierre angulaire de leur récent ouvrage « *Le Temps de l'Afrique* » (2). Un gonflement humain « *qui dépasse l'entendement* », reconnaît un expert. Et une sacrée surprise pour tous ceux qui imaginaient ce continent encore vide et le retrouvent soudainement plein.

Suite :

Sur le papier, les statistiques parlent d'elles-mêmes. Quelques exemples : une naissance sur quatre dans le monde a aujourd'hui lieu en Afrique ; un être humain sur cinq sera africain au milieu de ce siècle ; il naît chaque année au Nigeria davantage d'enfants que dans toute l'Union européenne ; le Niger, où l'on enregistre le plus fort taux de fécondité au monde (plus de 7 enfants par femme), va voir sa population pratiquement quadrupler entre 2000 et 2050 pour atteindre... 50 millions ; d'ici à quarante ans, la population du Nigeria va dépasser celle du Pakistan, du Bangladesh, de l'Indonésie et même peut-être des Etats-Unis, explique Gilles Pison, directeur de recherches à l'Ined, alors que le Congo RDC et l'Ethiopie risquent de dépasser la Russie et le Japon. L'Afrique est désormais en matière de population le continent de tous les records et le réservoir mondial de croissance démographique du futur : son taux de fécondité est le double de la moyenne mondiale, son taux de croissance de la population au moins le double aussi et son taux de natalité, à 2,5 %, au moins le double encore, souligne l'Ined. Sans surprise, le corollaire en est sa jeunesse : 45 % de sa population a moins de quinze ans. L'Ouganda, par exemple, est considéré comme le pays le plus jeune au monde. Même les ravages du VIH en Afrique australe ne peuvent rien changer à cette dynamique.

La raison de cet envol ? Une « *singularité africaine* », explique Gilles Pison : sa transition démographique tardive. Ce mouvement historique, qui fait passer les sociétés d'un modèle de natalité et de mortalité fortes à un modèle de natalité et de mortalité faibles, est déjà réalisé ou en cours un peu partout dans le monde, même dans les pays en développement. En Afrique, on n'en est toujours qu'à la première phase de cette « transition », car, si l'on vit plus vieux grâce à l'hygiène et à la médecine, une inertie sociale fait que l'on fait toujours beaucoup d'enfants : 4,6 enfants par femme en moyenne. « *La contraception est timide et il n'y a pas de volonté politique en matière de planning familial* », remarque à Dakar Philippe Antoine, directeur de recherches à l'IRD (Institut de recherche pour le développement). « *On n'a pas de personnel pour gérer ça ! Notre urgence, c'est l'eau potable...* », confesse Nicéphore Soglo, ancien président du Bénin et maire de Cotonou. Même si certains pays, comme le Ghana ou le Kenya, ont amorcé une baisse de leur fécondité dès les années 1980, l'ONU estime au total que la transition démographique africaine ne sera pas une réalité avant 2035-2040. A l'échelle de l'humanité, on peut toutefois ne voir dans ce décalage qu'un rattrapage. Saignée par la traite des esclaves et les épidémies importées par les colonisateurs, l'Afrique s'est dépeuplée quatre siècles durant et elle ne fait que retrouver aujourd'hui la part relative dans la population mondiale qu'elle avait... dans les années 1500.

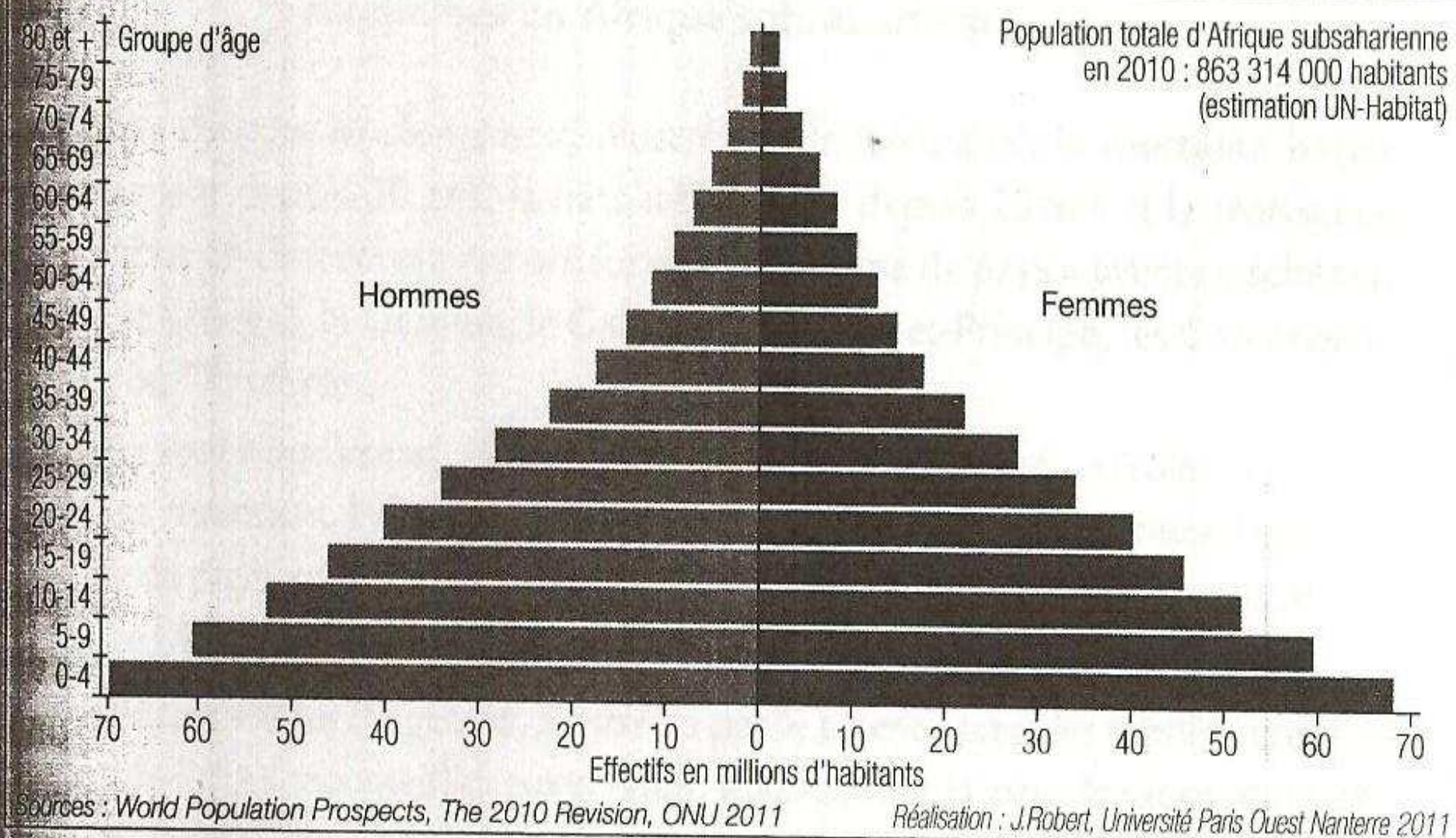
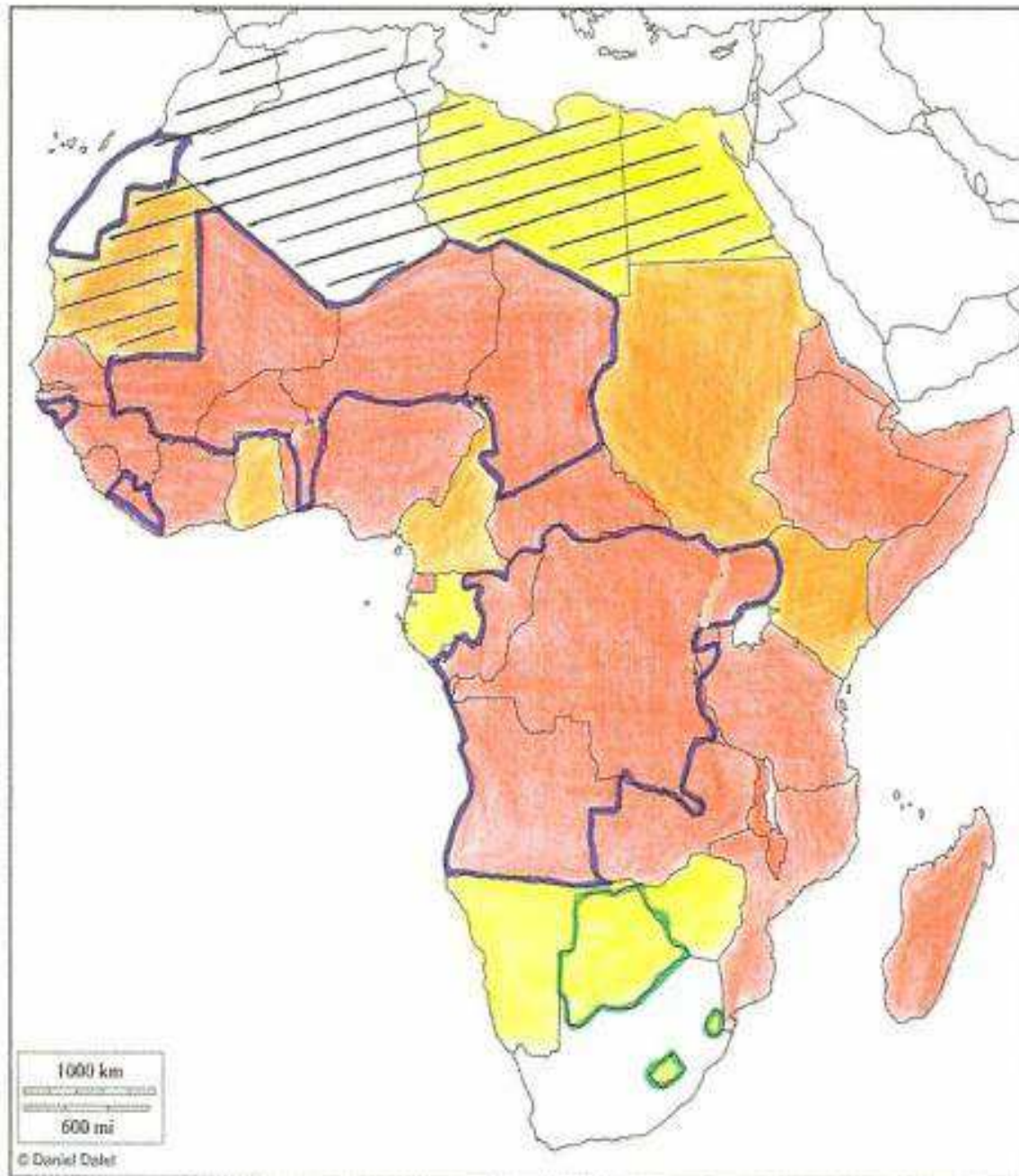



Figure 3.4 Pyramide des âges de l'Afrique subsaharienne



Carte étape

Croissance démographique et transition démographique en Afrique

-  < 3 enfants par femme
-  entre 3 et 4 enfants par femme
-  entre 4 et 5 enfants par femme
-  plus de 5 enfants par femme
-  espérance de vie > 60 ans
-  espace où la population devrait doubler d'ici à 2030
-  espace où la population sera en décroissance d'ici à 2030.

Le défi de la croissance urbaine...

Lesechos.fr • Le 25 mai 2010

Afrique : la bombe démographique

→ Suite de l'article :
diapo 40 et 41

Une mégalopole de 1.000 kilomètres

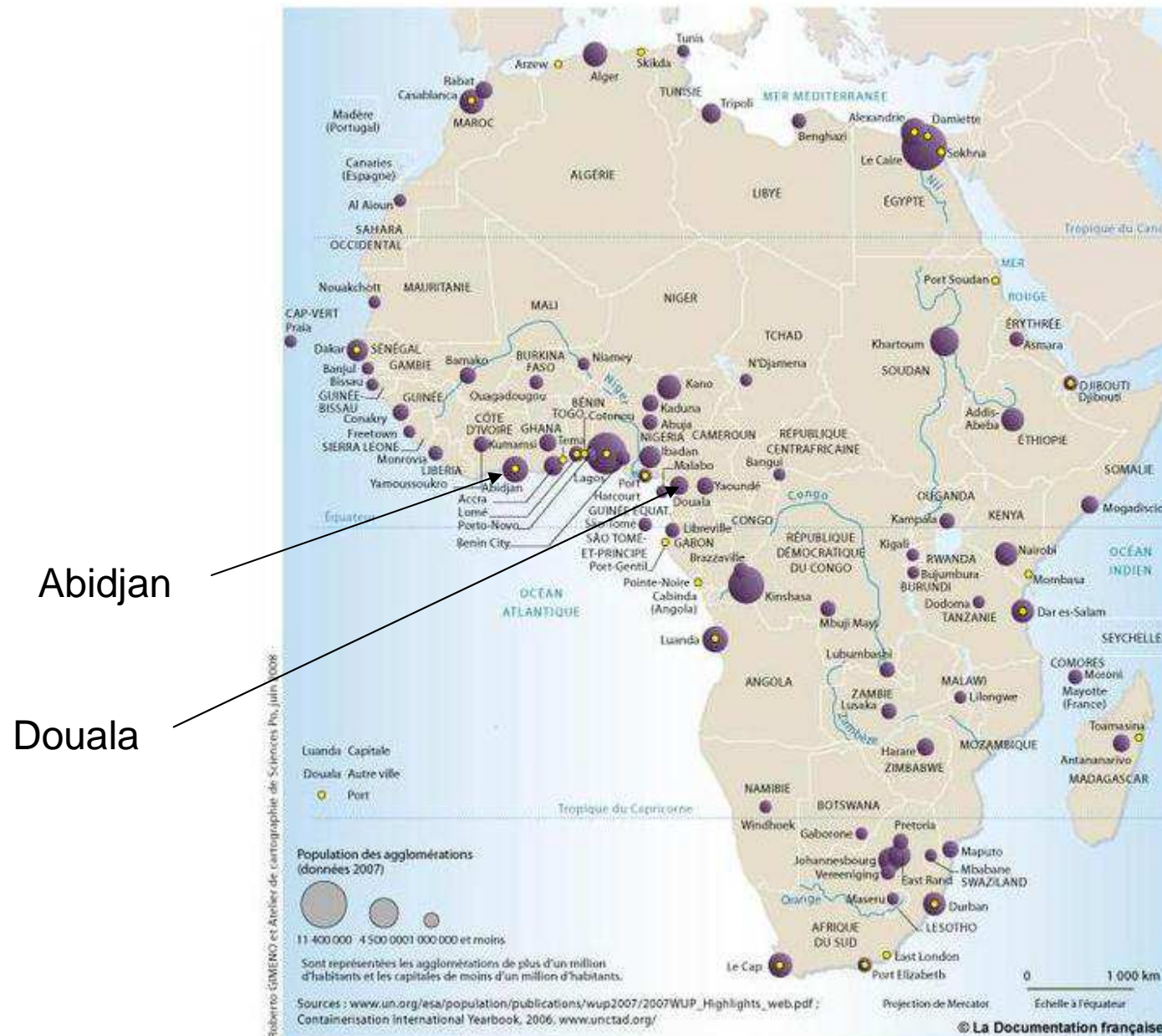
Inquiétant, ce boom démographique ? *« Cela nous a sauté à la figure : la démographie est en fait le trait unificateur du continent, depuis le conflit au Tchad jusqu'à la croissance des villes, en passant par l'émigration vers l'Europe »,* explique Jean-Michel Severino. *« Elle va soumettre la complexité des sociétés africaines à des bouleversements sans précédent, et non seulement transformer le continent africain, mais la planète tout entière. Il y a là des risques, mais aussi beaucoup d'opportunités. »*

Miroir de cette puissante densification démographique, l'urbanisation est explosive, constatent les experts. En Afrique, la croissance de la population urbaine est la plus rapide du monde et a déjà été multipliée par 11 en cinquante ans. En 2030, un Africain sur deux sera citadin et presque deux sur trois en 2050. Un mouvement qui touche tout le continent, après s'être développé en Afrique australe autour des centres industriels et miniers, mais aujourd'hui tout particulièrement les 16 Etats d'Afrique de l'Ouest. Comme l'Europe du Nord ou la côte est américaine, on pourra ainsi une nuit prochaine apercevoir depuis l'espace les scintillements d'une grande mégalopole côtière de plus de 1.000 kilomètres et de quelque 100 millions d'habitants allant de Douala jusqu'à Abidjan.

Encouragé par la décentralisation presque partout à l'oeuvre, ce continuum urbain se tisse à vive allure. *« De Lagos à Abidjan, on ne roule pas une demi-heure sans voir une ville. Celles de plus de 20.000 habitants sont distantes de moins de 25 kilomètres »,* explique John Igué, directeur scientifique du Lares (Laboratoire d'analyse régionale et d'expertise sociale) à Cotonou. Au Bénin, on peut aisément voir en modèle réduit les choses en marche. Les villes s'y étendent et se touchent et sont parties pour ne faire qu'une seule et même agglomération, entre la frontière avec le Nigeria et celle du Togo. Engloutis par la ville, le port et une cimenterie se retrouvent ainsi aujourd'hui en plein centre de Cotonou, et les zones lagunaires humides de ses confins se peuplent inexorablement, vers la capitale Porto Novo, à l'est, et vers la frontière togolaise, à l'ouest. L'avenir est écrit : à perte de vue, des pancartes fichées jusque dans les bas-fonds gorgés d'eau saumâtre et portant le nom du propriétaire de la parcelle annoncent une future construction. Et sur tous les bords de route, on fabrique des parpaings et on vend du sable et du ciment à tour de bras. Au Nigeria, le gouverneur de Lagos (14 millions d'habitants) vient de lancer la construction d'une autoroute à deux fois cinq voies - avec un tramway au milieu ! - reliant la capitale au Bénin, sa vraie ouverture portuaire sur le monde.

L'Afrique, ses villes et ses principaux ports

Afrique - Ville et urbanisme



L'Afrique, ses villes et principaux ports

Source : Questions internationales n° 33, septembre-octobre 2008

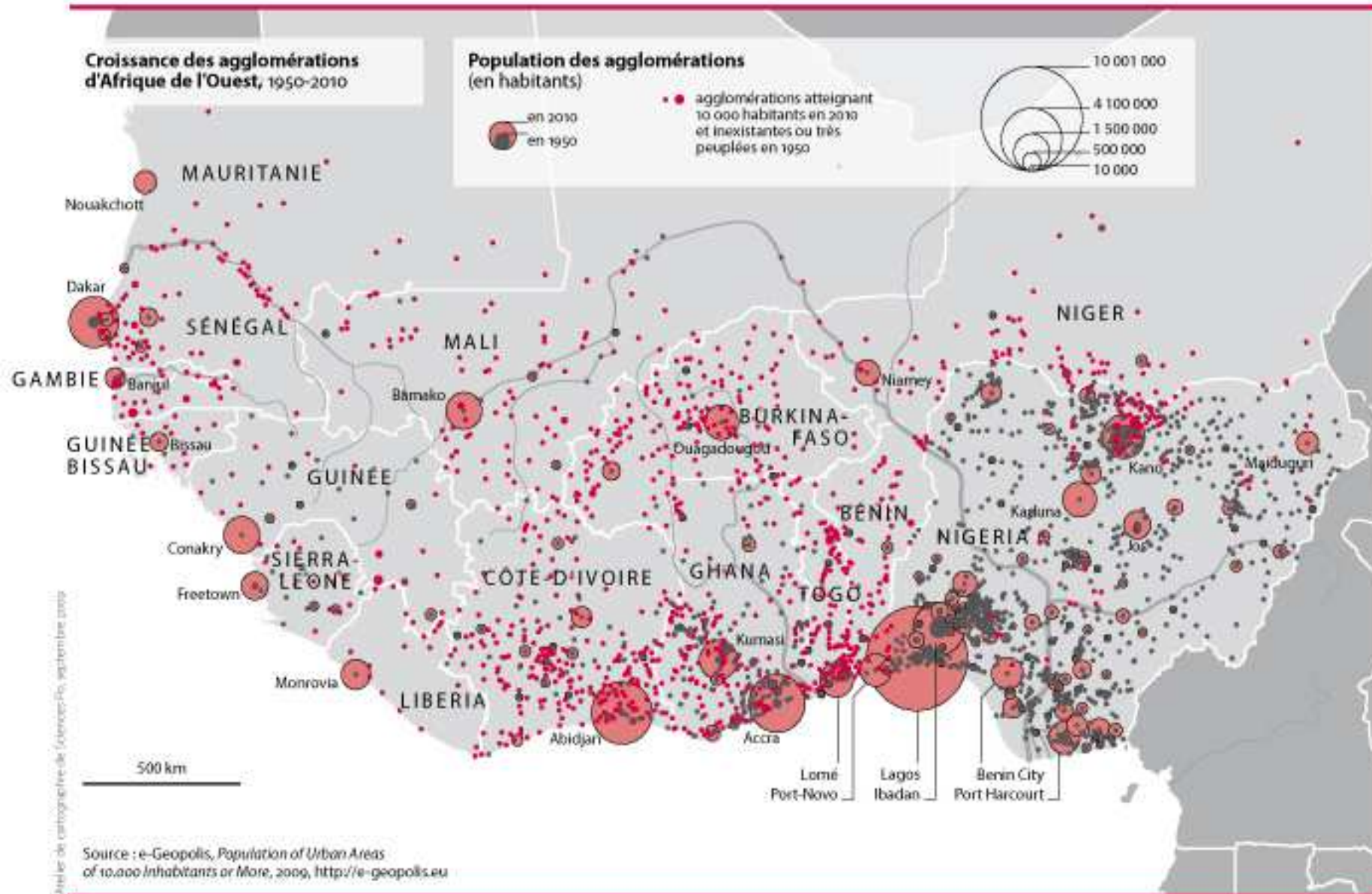
Source : Questions internationales : L'Afrique en mouvement (n°33 septembre-octobre 2008)

Disparition des campagnes

En matière d'urbanisation, l'Afrique est bien singulière. Si on compte aujourd'hui près de 40 villes de plus de 1 million d'habitants en plein boom, *« les mégalo-poles africaines ne se font pas comme ailleurs par concentration, et verticalement, mais par étalement dans l'espace, vers la campagne, en une forme de "rurbanisation" à l'européenne. L'exode rural lui-même se fait du coup sur place, par une sorte d'urbanisation in situ »*, explique François Moriconi-Ebrard, chercheur au CNRS. Au nord-ouest de Cotonou, Abomey-Calavi, sa nouvelle banlieue, s'étend ainsi inexorablement et à perte de vue, à coup de maisons individuelles. *« En 2002, rien n'existait. Cette ville a gagné 300.000 habitants en cinq ans »*, explique Monica Coralli, géographe à Paris-Ouest Nanterre. *« La frontière devient souvent de plus en plus floue entre le rural et l'urbain. On assiste à une dilution en "semblants de villes", sans grandes cités intermédiaires. C'est préoccupant »*, ajoute François Moriconi-Ebrard. Ce modèle de « ville à la campagne » cher à Alphonse Allais, tricoté avec une forte croissance démographique et une tradition d'habitat de plain-pied dévoreur d'espace, risque de conduire à des situations extrêmes : *« Un jour, au Burundi, il n'y aura plus qu'une seule ville ! »* s'inquiète le chercheur.

Mais ce « basculement urbain » de l'Afrique peut être une chance pour le continent, estiment les experts. Car les villes sont des moteurs de développement. *« Partout sur la planète, l'urbanisation s'est accompagnée de croissance économique »*, et l'aide au développement, qui devra être massive pour répondre à son énorme demande en services et infrastructures, *« est plus efficace dans des zones densément peuplées »*, rappelle la FAO. *« Si cette urbanisation et l'occupation des sols sont bien gérées et cohérentes, l'Afrique disposera là d'un booster gigantesque. Sinon, ce sera une source de problèmes et de conflits tout aussi gigantesques »*, estime Jean-Michel Severino.

1950-2010 : la ville vient à l'Afrique

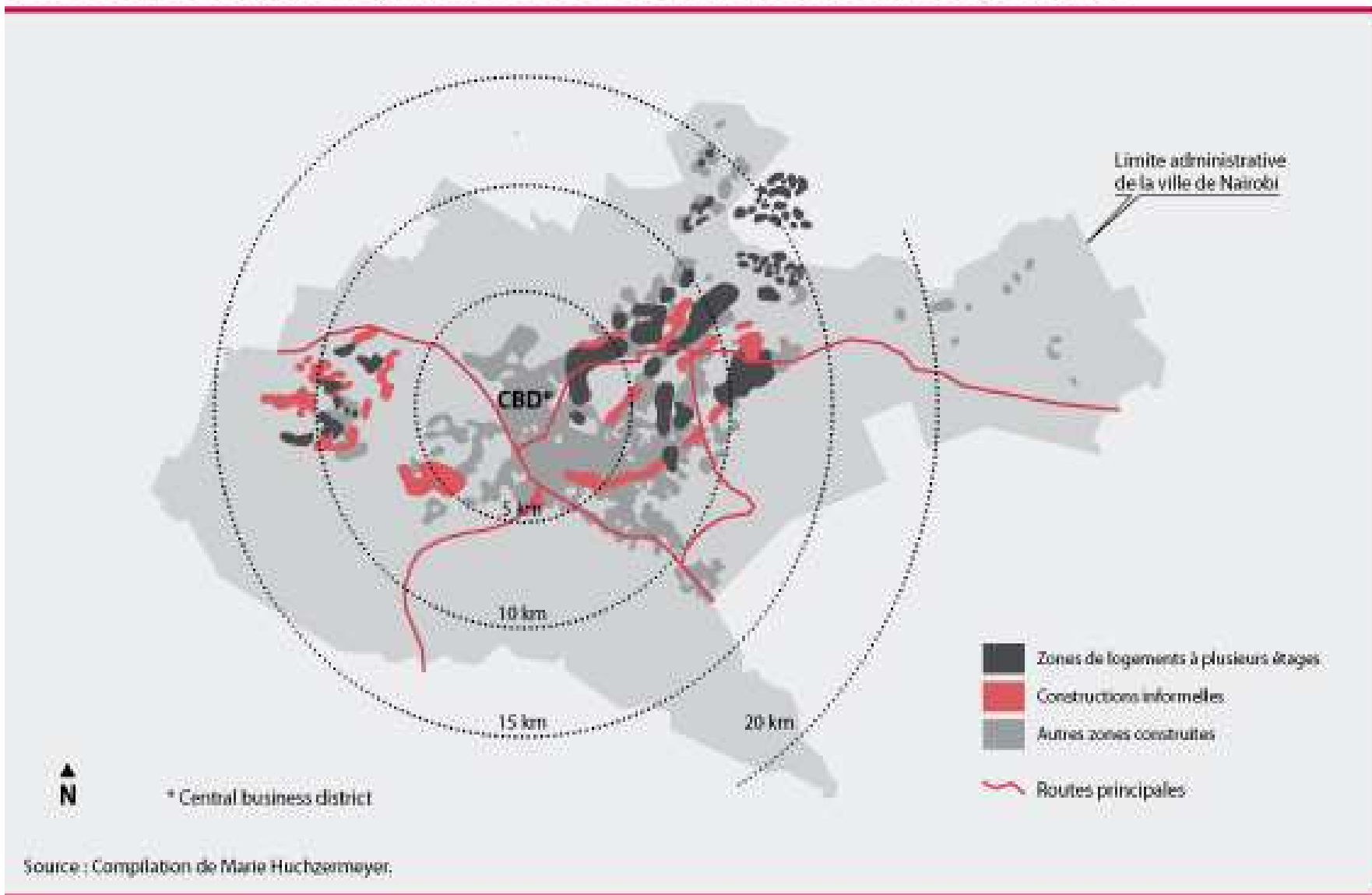


Au Sénégal, un plan agricole pour lutter contre l'exode rural :

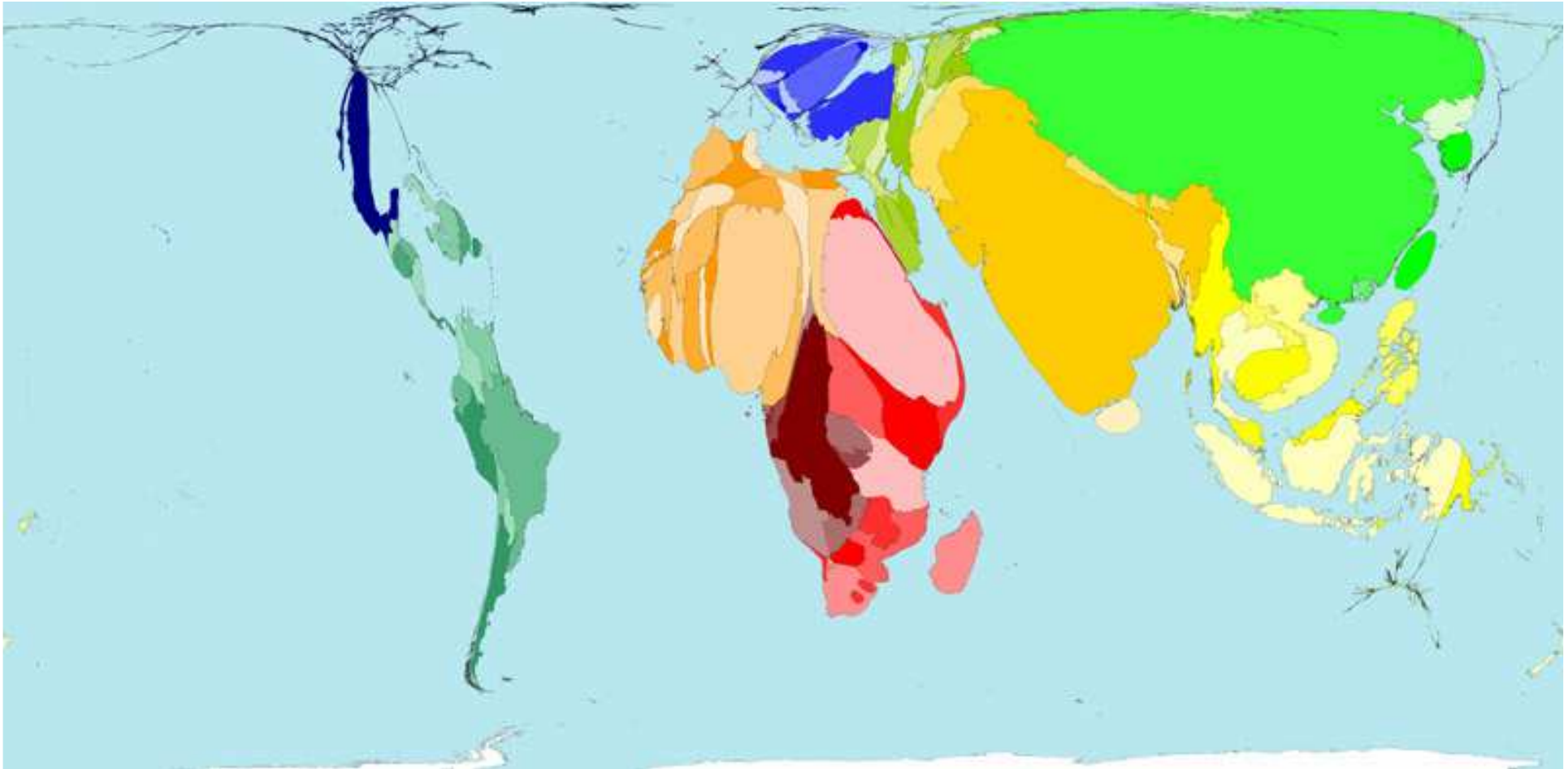
Lancé il y a deux ans, le programme de Retour vers l'agriculture (Reva) se veut une réponse aux problèmes d'exode rural et d'émigration, en permettant à des jeunes le retour puis la reprise d'une activité dans leur pays :

<http://www.france24.com/fr/20080928-plan-agricole-lutter-contre-%E2%80%99exode-rural-s%C3%A9gal>

Nairobi. Le logement, mode d'accès à la ville pour les pauvres

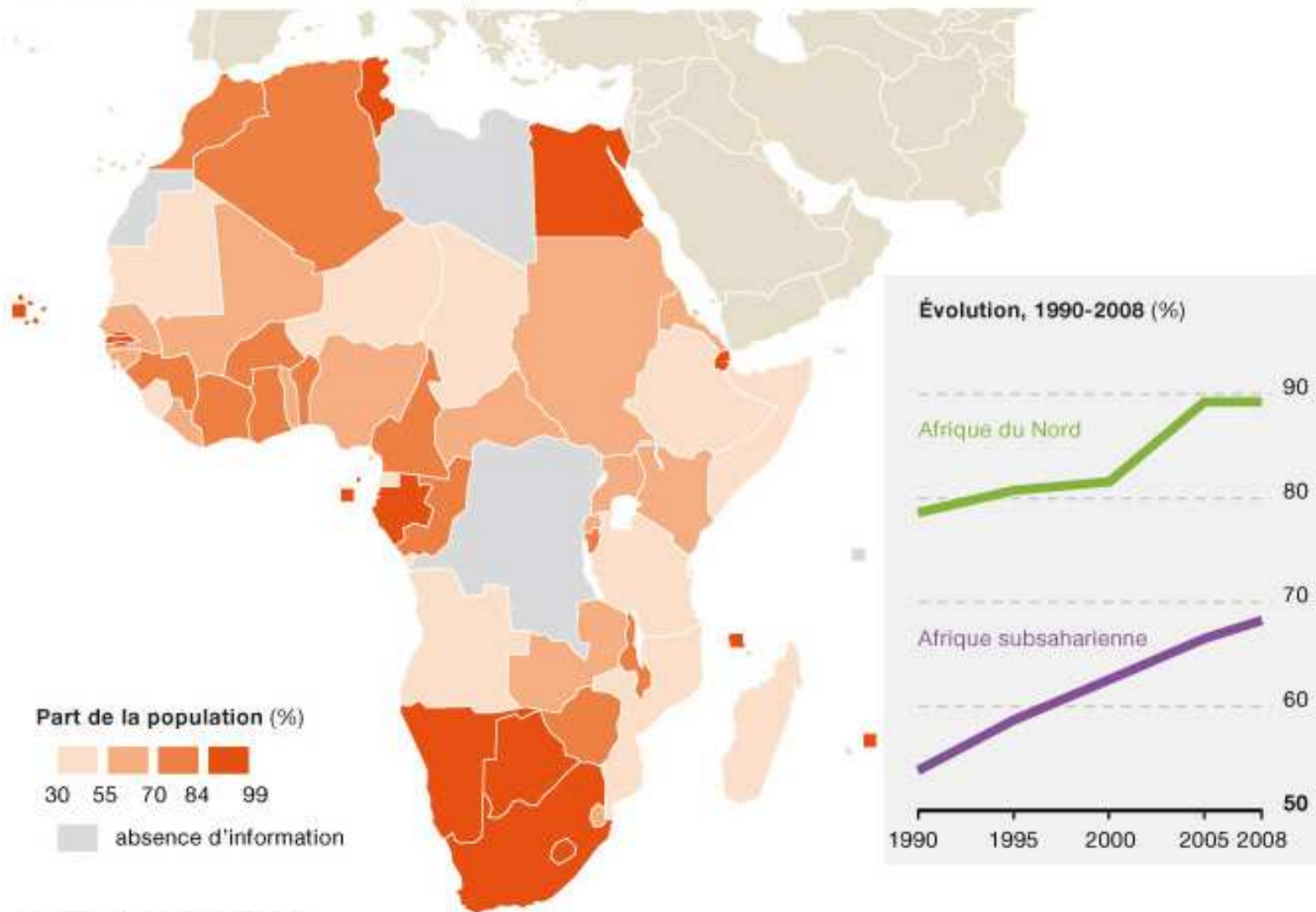


Le défi environnemental ...



Mauvaise qualité de l'eau. La superficie de chaque pays est proportionnelle au nombre de personnes privées d'accès à une eau de bonne qualité.
Source : Programme des Nations Unies pour le développement, 2004, *Rapport mondial sur le développement humain*

Accès à de l'eau de "bonne qualité", 2008



Source : OMS, www.who.int



SciencesPo.

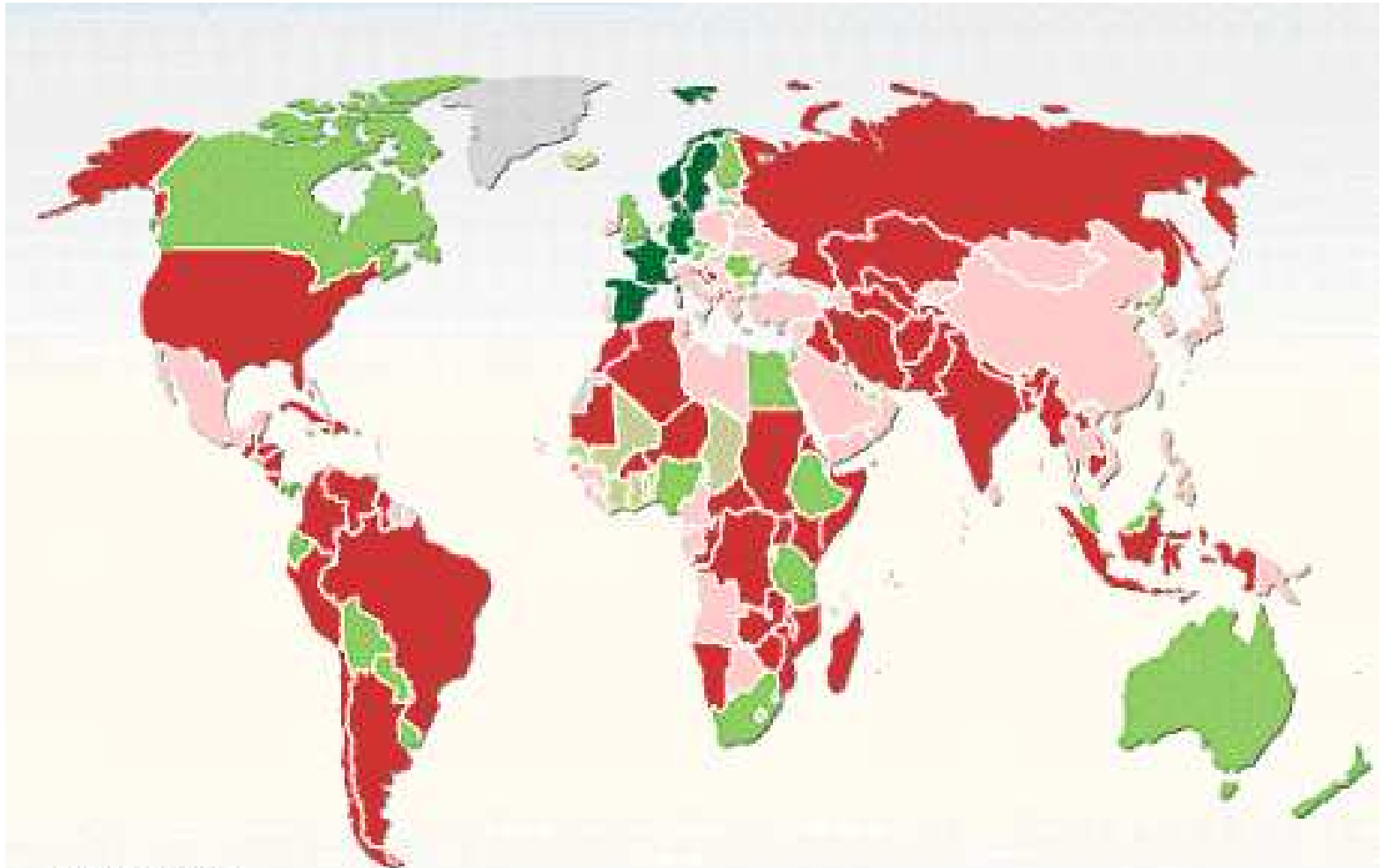
carto

Atelier de cartographie de Sciences Po, 2012
<http://cartographie.sciences-po.fr>



Seul l'usage pédagogique en classe ou centre de documentation est libre. Pour toute autre utilisation, contacter : carto@sciences-po.fr
 Pedagogical use only. For any other use dissemination or disclosure, either whole or partial, contact : carto@sciences-po.fr

Ceri et Atelier de cartographie de Sciences Po, 2011



Qui s'engage ?

Nombre de conventions signées (mai 2005)

- Aucune
- Une
- Deux
- Trois
- Quatre
- Données non disponibles

Quatre conventions internationales intergouvernementales ont pour vocation de réglementer la production et les mouvements de déchets dangereux :

- Convention de Bâle Mouvements transfrontaliers (1989)
- Protocole de Londres Rejets en mer (1996)
- Convention de Rotterdam Exportations de produits chimiques (1998)
- Convention de Stockholm Polluants organiques permanents (2001)

Sources : Basel Action Network, mai 2005 ; Secrétariat de chacune des conventions.

Le défi de l'intégration continentale ...

Les organisations régionales en Afrique

Situation au 1^{er} juillet 2008

Organisations à vocation économique impliquées dans la gestion des conflits

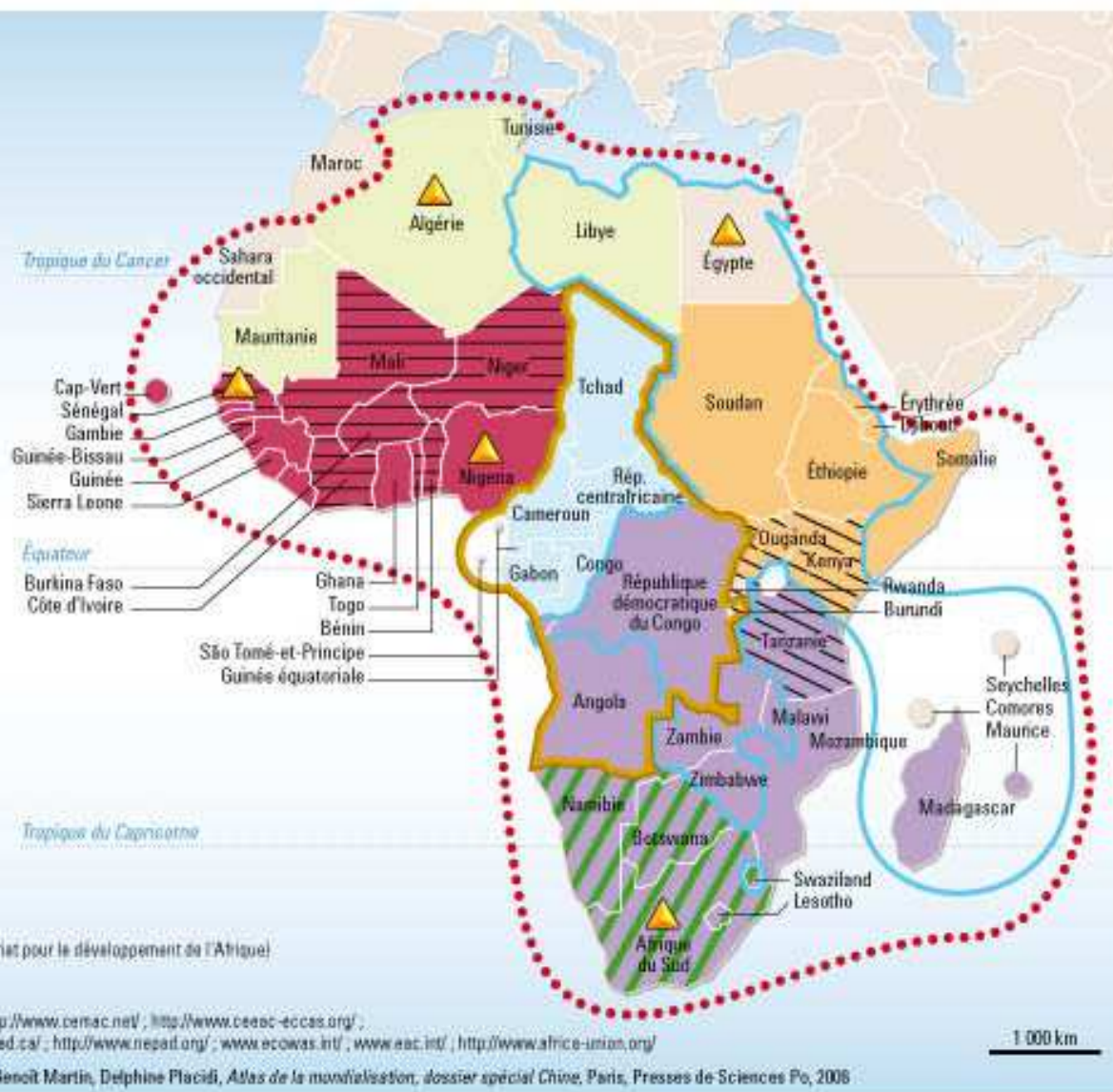
-  CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest)
-  CEEAC (Communauté économique des États de l'Afrique centrale)
-  IGAD (Autorité intergouvernementale pour le développement)
-  SADC (Communauté de développement de l'Afrique australe)

Organisations à vocation économique

-  UMA (Union du Maghreb arabe)
-  UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine)
-  CEMAC (Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale)
-  COMESA (Marché commun de l'Afrique orientale et australe)
-  CEA (Communauté de l'Est africain)
-  SACU (Southern African Customs Union)

Organisations à vocation multisectorielle (politique, économique et sécuritaire)

-  UA (Union africaine)
-  États initiateurs du NEPAD (Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique)



Sources : www.maghreb-arabe.org/ ; www.uemoa.int/ ; <http://www.cemac.net/> ; <http://www.ceeac-ecsc.org/> ; www.comesa.int/ ; www.sadc-review.com/ ; <http://www.igad.ca/> ; <http://www.nepad.org/> ; www.ecowas.int/ ; www.aac.int/ ; <http://www.africa-union.org/>

D'après Marie-Françoise Durand, Philippe Copinchi, Benoît Martin, Delphine Placidi, *Atlas de la mondialisation, dossier spécial Chine*, Paris, Presses de Sciences Po, 2008

L'intégration africaine, entre espoir et utopie

Edem Kodjo : Président de Pax Africana, ancien secrétaire général de l'OUA, ex-Premier ministre du Togo

L'idée de l'intégration africaine ne serait-elle qu'un serpent de mer ? La succession des crises, politiques, économiques et sociales, qui affectent le continent pourrait le laisser croire. Edem Kodjo, créateur de Pax Africana, est pourtant persuadé du contraire. La fondation qu'il préside a organisé à Lomé, du 17 au 19 mai, un colloque sur le thème de l'intégration comme facteur de la renaissance africaine.

« **Lorsque j'ai lancé la fondation Pax Africana**, en décembre 2010, je lui ai assigné un double objectif : celui de travailler sur le continent africain à la paix et au développement. Depuis, elle a fait son chemin.

Contrairement à ce que certains prétendent, l'intégration africaine n'est pas un serpent de mer : c'est une mystique. Il ne s'agit pas, pour nous, de rabâcher de vieilles histoires de pères fondateurs. Il s'agit de sauvegarder dans l'esprit des générations africaines, actuelles et futures, la conviction que cette mystique finira par se traduire dans les faits. Même si le continent est vaste, même si les populations sont diverses, et même si certains sont tentés de parler « des Afriques » au lieu de « l'Afrique ». L'important, c'est que cette mystique existe et perdure.

Comment la traduire dans les faits ? D'une part, en faisant en sorte que les populations s'approprient réellement l'idée de l'intégration, ce qui n'est pas encore le cas. D'autre part, en misant sur le secteur privé. Car les meilleurs exemples d'intégration en Afrique, aujourd'hui, sont le fait du secteur privé. Celui d'[Ecobank](#), qui a pu s'installer et fonctionner dans trente pays différents, est éloquent. Il prouve que les intérêts, par-delà les frontières, commencent à être complémentaires. Dès lors, pourquoi ce qui a marché au niveau de la banque ne marche-t-il pas aussi dans les domaines de l'alimentation, des télécommunications ou des transports par exemple ?

Parce que les communautés économiques régionales avancent trop lentement. C'est ainsi qu'un passeport de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) existe bien, mais ne permet pas pour autant aux citoyens de la zone de franchir une frontière sans tracasseries de toutes sortes. Les communautés économiques, par ailleurs, se sont trop souvent empêtrées dans des questions de règlements de conflits, en oubliant que leur vocation première était la construction d'économies régionales solides.

Et puis, l'intégration ne se fait pas uniquement par l'économie. Elle est aussi le fait du politique. Or, au niveau de l'Union africaine, si le dossier est ouvert, il n'avance pas. Pour ma part, je crois que l'on peut – et que l'on doit – réussir une intégration politique régionale avant de rechercher des modus vivendi à l'échelle continentale.

Extrait de l'article « L'intégration africaine, entre espoir et utopie » paru le 07/06/2011 sur le site [Jeuneafrique.com](#)